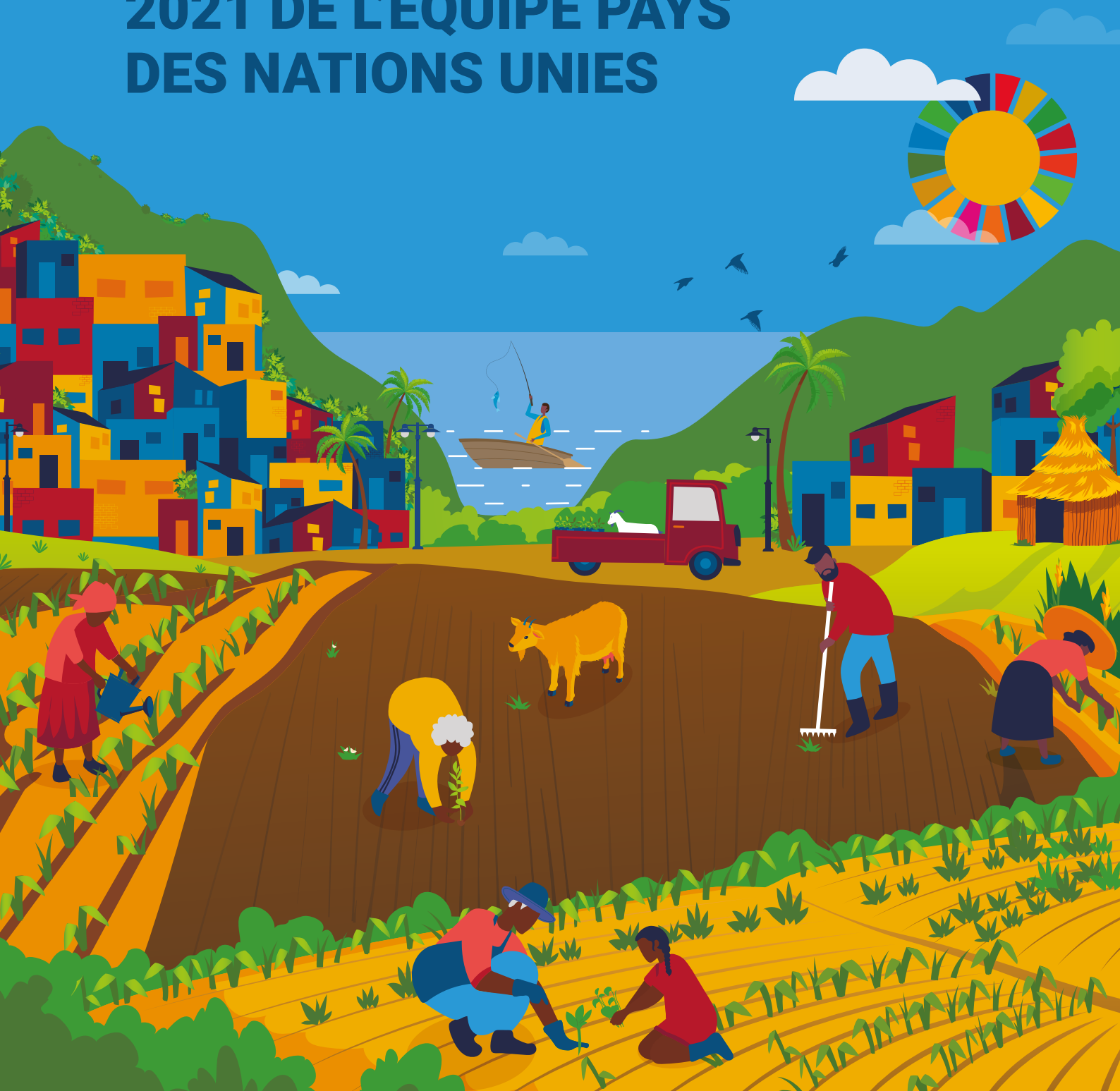




NATIONS UNIES  
HAÏTI



# RAPPORT DES RÉSULTATS 2021 DE L'ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES





**RAPPORT DES  
RÉSULTATS 2021 DE  
L'ÉQUIPE PAYS DES  
NATIONS UNIES**



**HAÏTI**

# Table des matières

<b>Avant-Propos de la Coordonnatrice Résidente</b>	<b>5</b>
<b>Équipe Pays des Nations Unies</b>	<b>7</b>
<b>Partenaires Clés du Développement</b>	<b>9</b>
<b>Points Clés du Développement</b>	<b>11</b>
<b>Contexte Global</b>	<b>13</b>
<b>COVID-19</b>	<b>16</b>
<b>Tremblement de Terre</b>	<b>18</b>
<b>Objectif Stratégique 1</b>	<b>22</b>
<b>Objectif Stratégique 2</b>	<b>25</b>
<b>Objectif Stratégique 3</b>	<b>27</b>
<b>Objectif Stratégique 4</b>	<b>30</b>
<b>Objectif Stratégique 5</b>	<b>33</b>
<b>Objectif Stratégique 6</b>	<b>37</b>
<b>Partenariats Efficaces et Agenda 2030</b>	<b>41</b>
<b>Programme Conjoints</b>	<b>43</b>
<b>Aperçu Général de la Situation Financière en 2021</b>	<b>48</b>
<b>Priorités de l'Équipe Pays pour 2022</b>	<b>55</b>



# Avant-Propos de la Coordonnatrice Résidente



**2021** a été une année marquée par des incidents et des défis extraordinaires qui ont mis Haïti et son peuple à l'épreuve dans différents contextes. Cela a renforcé également le besoin urgent de solutions durables aux crises humanitaires, politiques, sécuritaires et économiques actuelles qui touchent tout le monde en Haïti. Les Nations Unies continuent d'accompagner et de soutenir un large éventail de partenaires avec une volonté renouvelée d'approfondir cette coopération.

La force destructrice du tremblement de terre, de 7,2 sur l'échelle de Richter, qui a dévasté une grande partie de la Péninsule Sud d'Haïti au mois d'août a également rappelé à quel point le pays est sensible aux risques naturels. Il est essentiel de travailler sur des mesures de prévention et de réduction des risques afin de s'assurer que les risques naturels ne continuent pas à provoquer de nouveaux besoins humanitaires ou à aggraver les besoins existants.

En dépit de cette combinaison exigeante de défis, des progrès ont été réalisés, ils ont entraîné de nombreux développements positifs grâce à la coopération et aux relations très étroites entre le gouvernement, les citoyens d'Haïti et les entités des Nations Unies qui soutiennent actuellement le travail en Haïti.

Tout au long de l'année 2021, l'ONU a été activement engagée sur différents fronts, principalement humanitaires, de développement et politiques.

L'un des plus grands défis a été de réagir à la crise humanitaire soudaine dans trois départements, provoquée par le tremblement de terre du mois d'août, qui a fait plus de 2 200 morts et 12 700 blessés. Il a entraîné une destruction massive des infrastructures clés, notamment des écoles, des hôpitaux, des routes et des ponts. Les agences des Nations Unies ont apporté une réponse multiforme pour soutenir l'intervention d'urgence du gouvernement.

Dans les semaines et les mois qui ont suivi les premiers secours, l'ONU a soutenu les interventions de reconstruction et de redressement du gouvernement pour aider les populations touchées à retrouver une vie plus ou moins normale et pour soutenir les efforts visant à renforcer la résilience face aux futures catastrophes naturelles.

L'insécurité a continué à déstabiliser la vie de nombreux Haïtiens, dans un contexte de détérioration des conditions humanitaires déjà difficiles, en particulier pour les personnes les plus vulnérables. L'insécurité a également eu un impact négatif sur la fourniture de l'aide. Malgré cela, l'ONU, avec ses partenaires locaux, nationaux et internationaux, a maintenu les opérations de secours humanitaire et a fait progresser ses nombreux programmes de développement.

En 2021, les indicateurs de développement ont stagné, et dans certains cas, ont régressé, et le temps presse, il ne reste que huit ans avant l'échéance de 2030 pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD). Le gouvernement haïtien reconnaît que l'avenir d'Haïti est inextricablement lié à leur réalisation et l'ONU est prête à redoubler d'efforts pour réaliser les ODD afin que tous les Haïtiens, et en particulier les plus vulnérables, puissent mener une vie productive, pacifique et prospère.

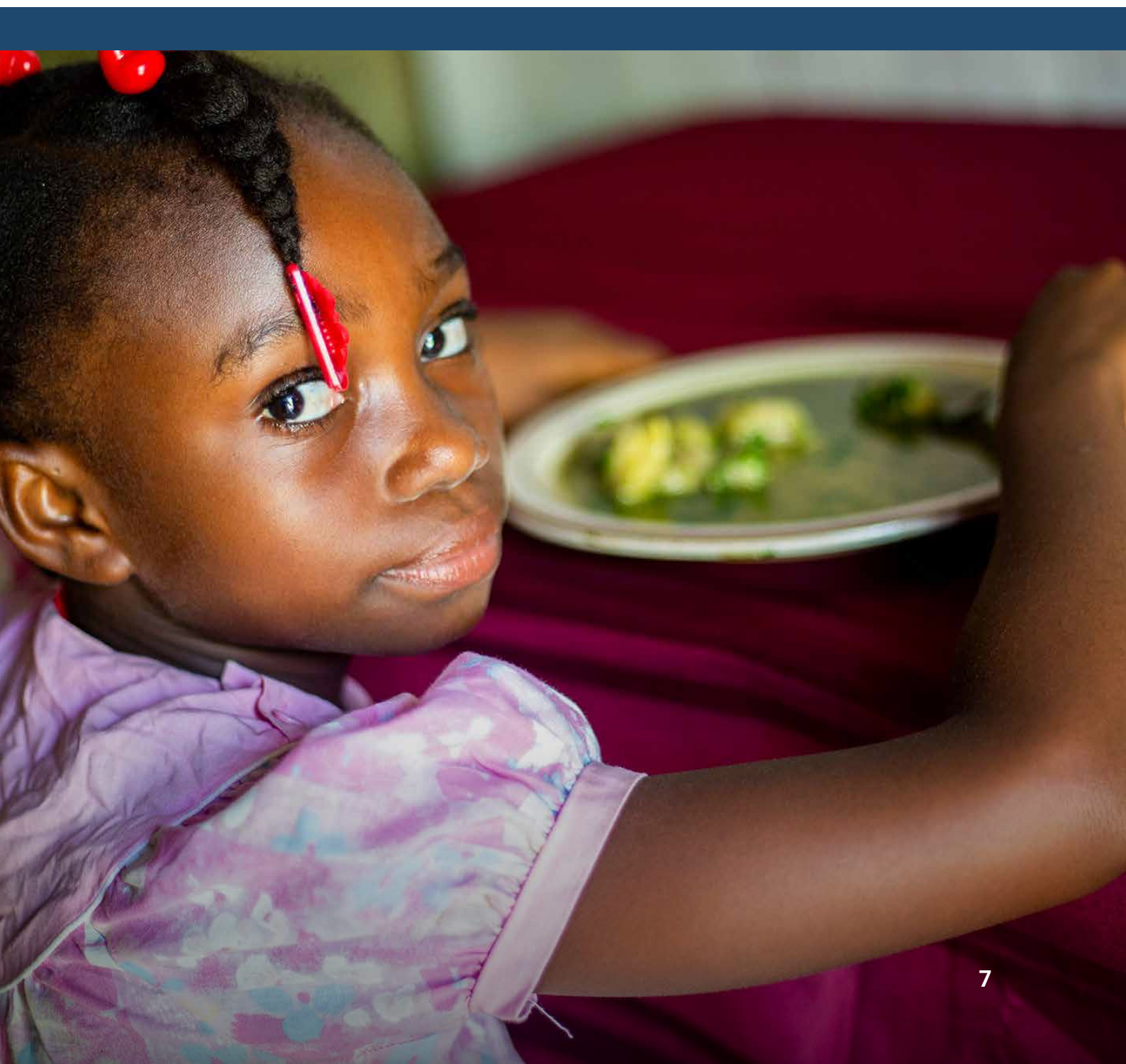
La force d'Haïti aujourd'hui et son avenir sont inextricablement liés à son peuple qui a démontré à d'innombrables reprises sa résilience dans l'adversité. Comme le dit la phrase créole, « Nou se wozo, menm si nou pliye, nou p ap kase », Nous sommes des roseaux, même si on se plie, on ne se cassera pas.

**Ulrika Richardson**

# Équipe Pays des Nations Unies



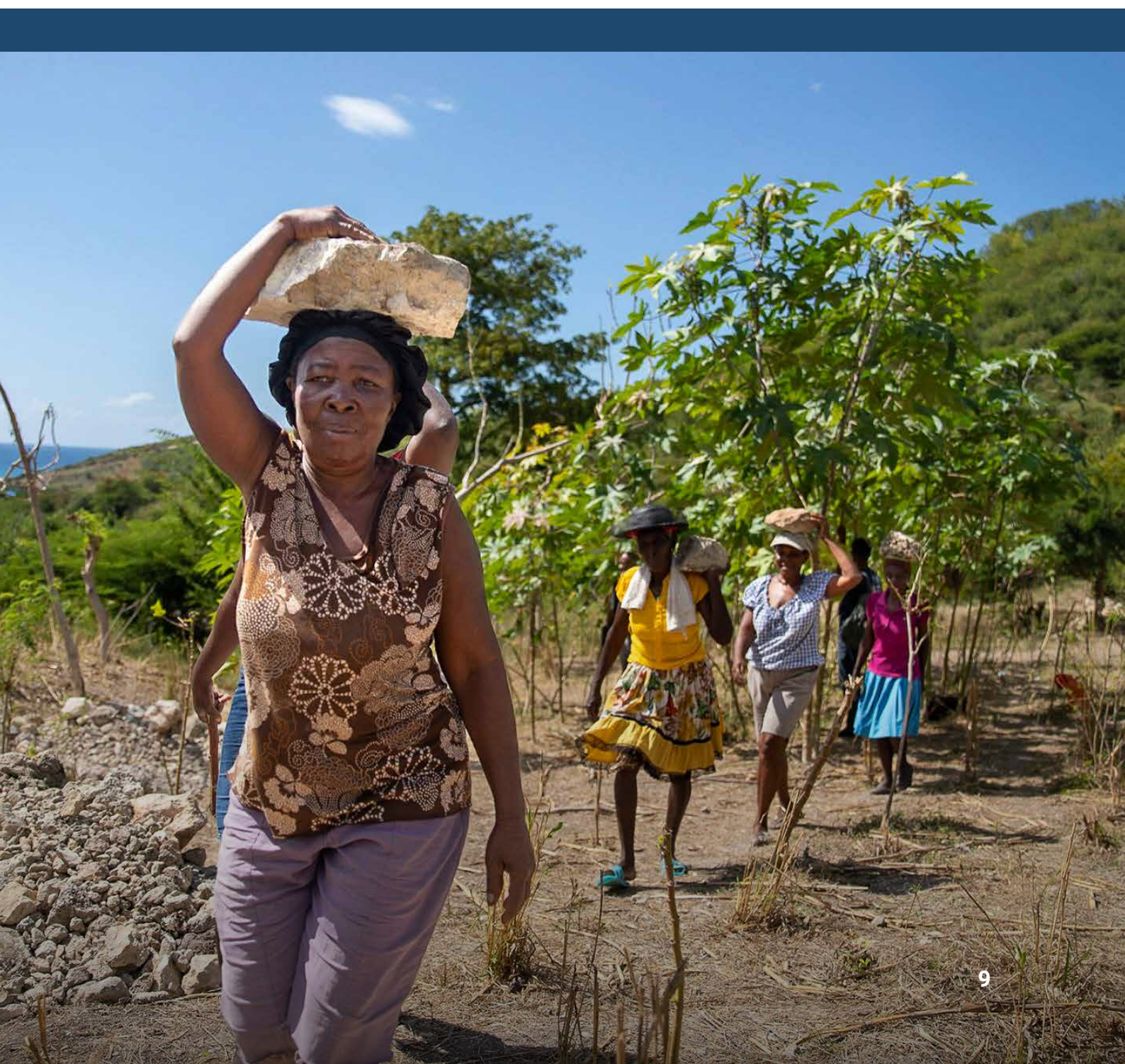
NATIONS UNIES  
HAÏTI







# Partenaires Clés du Développement





Gouvernement d'Haïti



Gouvernement de l'Allemagne



Gouvernement du Canada



Gouvernement de la Corée du Sud



Gouvernement du Danemark



Gouvernement de l'Espagne



Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique



Gouvernement de la France



Gouvernement du Japon



Gouvernement du Luxembourg



Gouvernement de la Norvège



Gouvernement du Royaume-Uni



Gouvernement de la Suisse



Gouvernement de l'Inde



Union Européenne



BANQUE MONDIALE



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE



# Points Clés du Développement



## Quelques résultats clés de l'Équipe Pays des Nations Unies en 2021 :



haïtiens et haïtiennes ont reçu une aide alimentaire



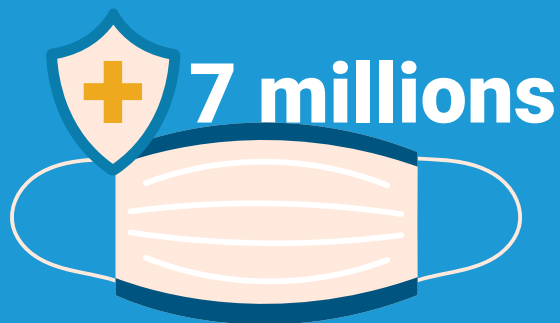
ménages vulnérables ont bénéficiés de distributions de semences adaptés au milieu et résilientes aux aléas climatiques



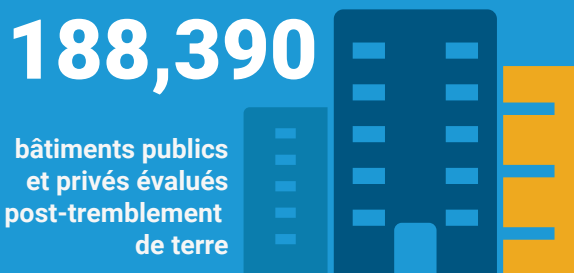
détenus en prévention préventive prolongée ont été libérés grâce au Comité National d'Assistance Légal, soutenu par l'ONU



personnes déplacées en région métropolitaine, en raison des violences entre gangs, ont été accompagnés



sensibilisés aux mesures de protection contre la COVID-19

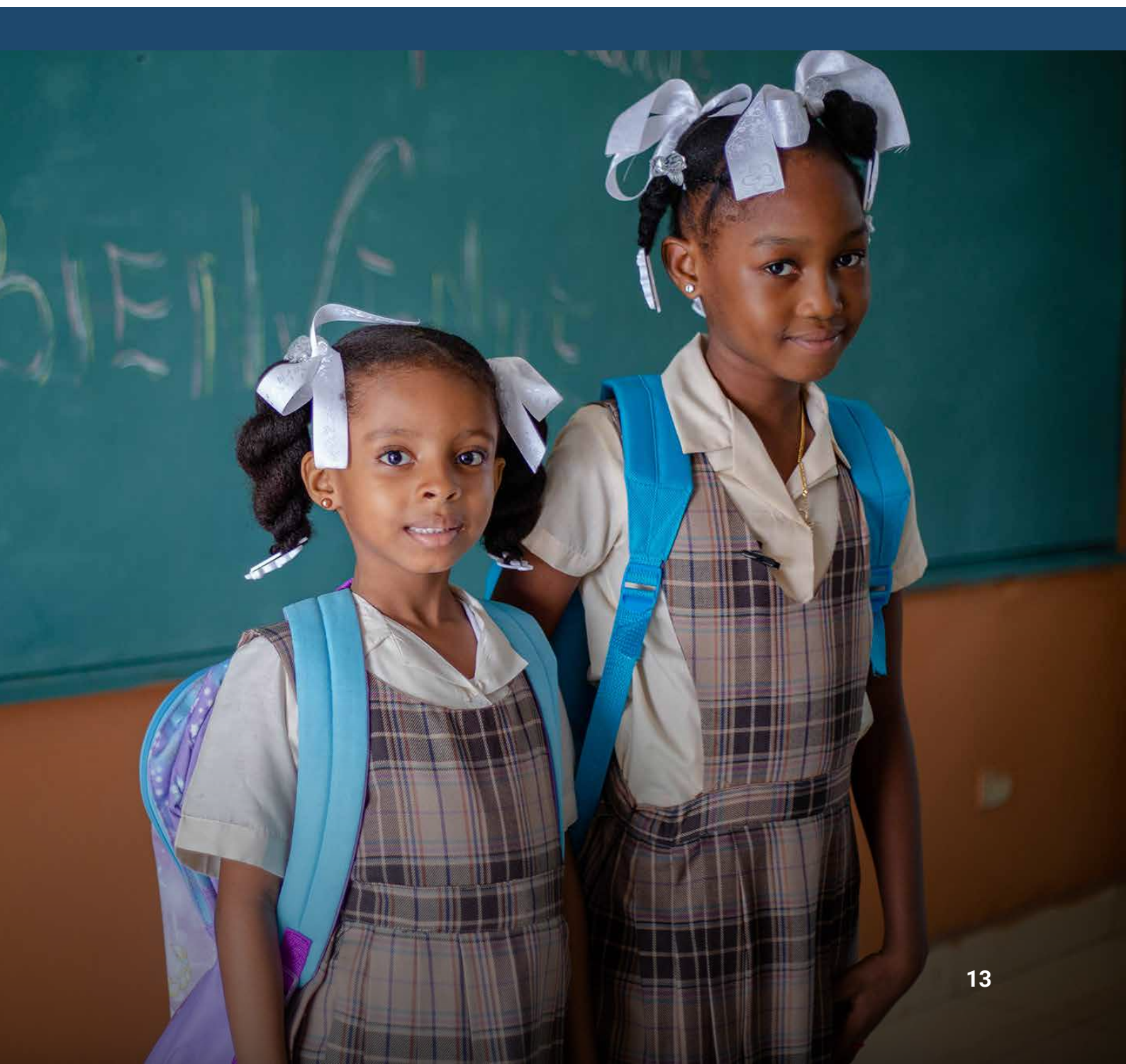


bâtiments publics et privés évalués post-tremblement de terre



élèves de tous âges ont reçu des repas chauds à l'école

# Contexte Global



Les investissements significatifs de la communauté internationale depuis plus de 25 ans n'ont pas eu d'impacts majeurs sur les indicateurs de paix et de développement qui stagnent, voire se dégradent pour certains, en raison notamment de causes structurelles et de fragilités systémiques combinées à des chocs récurrents et multiformes. Ces causes sont principalement liées à l'impunité, à la corruption ou encore au modèle économique.

L'année 2021 en Haïti a été caractérisée par une détérioration significative des conditions de vie de la population due à une accumulation inédite de chocs internes et externes qui ont mis en exergue plus que jamais les fragilités d'Haïti.

Le 7 juillet 2021, le Président Jovenel Moïse a été assassiné à son domicile conduisant le Pays dans une incertitude institutionnelle. Le Premier Ministre Ariel Henry, désigné par le Président Moïse le 5 juillet 2021, a pris ses fonctions le 20 juillet à la tête d'une nouvelle équipe gouvernementale. Après plusieurs semaines de consultations avec de nombreuses organisations politiques et de la société civile, il a annoncé, le 11 septembre, un accord définissant les modalités de gouvernance pour la période précédant les élections, qui devront se tenir avant la fin de l'année 2022. Un autre accord, dit Accord de Montana, a été signé par plusieurs partis politiques et des organisations affiliées dont certaines issues de la société civile. Cet accord propose une forme de transition différente et rallongée. Il en résulte que les trois branches du pouvoir en Haïti sont perturbées et les résultats des efforts pour trouver un accord politique consensuel demeurent incertains.

En parallèle, les conflits inter-gangs se sont intensifiés. La situation sécuritaire a accentué la faiblesse de l'autorité de l'État et son absence dans certaines zones permettent aux leaders des gangs de se pré-

senter en protecteur des populations, créant ainsi des espaces de non-droit, alors que les activités des gangs continuent d'engendrer un nombre croissant de victimes. Les rivalités et les changements d'alliance entre gangs a provoqué le déplacement d'environ 19 000 personnes dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince depuis août 2020 et affecte 1,5 millions de personnes. Depuis le début de l'année 2021, la route nationale numéro 2, qui donne accès à la péninsule Sud du Pays, est sous le contrôle régulier des gangs, avec de nombreuses conséquences sur les mouvements des personnes et des biens, sur l'acheminement de l'aide humanitaire, et sur le fonctionnement de l'économie dans les départements du Sud.

Le blocage par les gangs des deux ports pétroliers du Pays en octobre-novembre a entraîné une pénurie de carburant qui a fortement affecté la vie du Pays (au niveau économique, transport et fourniture de services sociaux de base notamment), aggravant ainsi les conditions de vie de la population. À la suite du rétablissement graduel des approvisionnements pétroliers, le Gouvernement a annoncé, le 10 décembre 2021, l'annulation du régime de subventions aux carburants en place depuis dix ans. Le prix du diesel et du kérosène a doublé et le prix de l'essence a augmenté de 20%. Le gouvernement s'est engagé à réorienter les ressources vers la sécurité des services à la population.

En plus de son instabilité sécuritaire, politique et socio-économique, Haïti continue de faire l'objet d'aléas naturels. Le 14 août, un tremblement de terre de magnitude 7,2 a frappé la péninsule Sud, faisant plus de 2 240 morts et 12 700 blessés. Il a également causé des dégâts importants et été suivi par la dépression tropicale « Grace » qui a provoqué des inondations dans les mêmes régions. L'évaluation des besoins après la catastrophe (PDNA) a chiffré les besoins de relèvement à 1,968 milliard de dollars.

Dans un tel contexte, la poursuite et le renforcement des initiatives de consolidation de la paix, de même qu'une priorisation des interventions autour des causes structurelles et systémiques des déficits de développement (les nœuds gordiens)

demeurent cruciaux. Il s'agit de passer d'un cercle vicieux qui entraîne des crises cycliques et des situations humanitaires à un cercle vertueux conduisant vers le développement durable.

# COVID-19





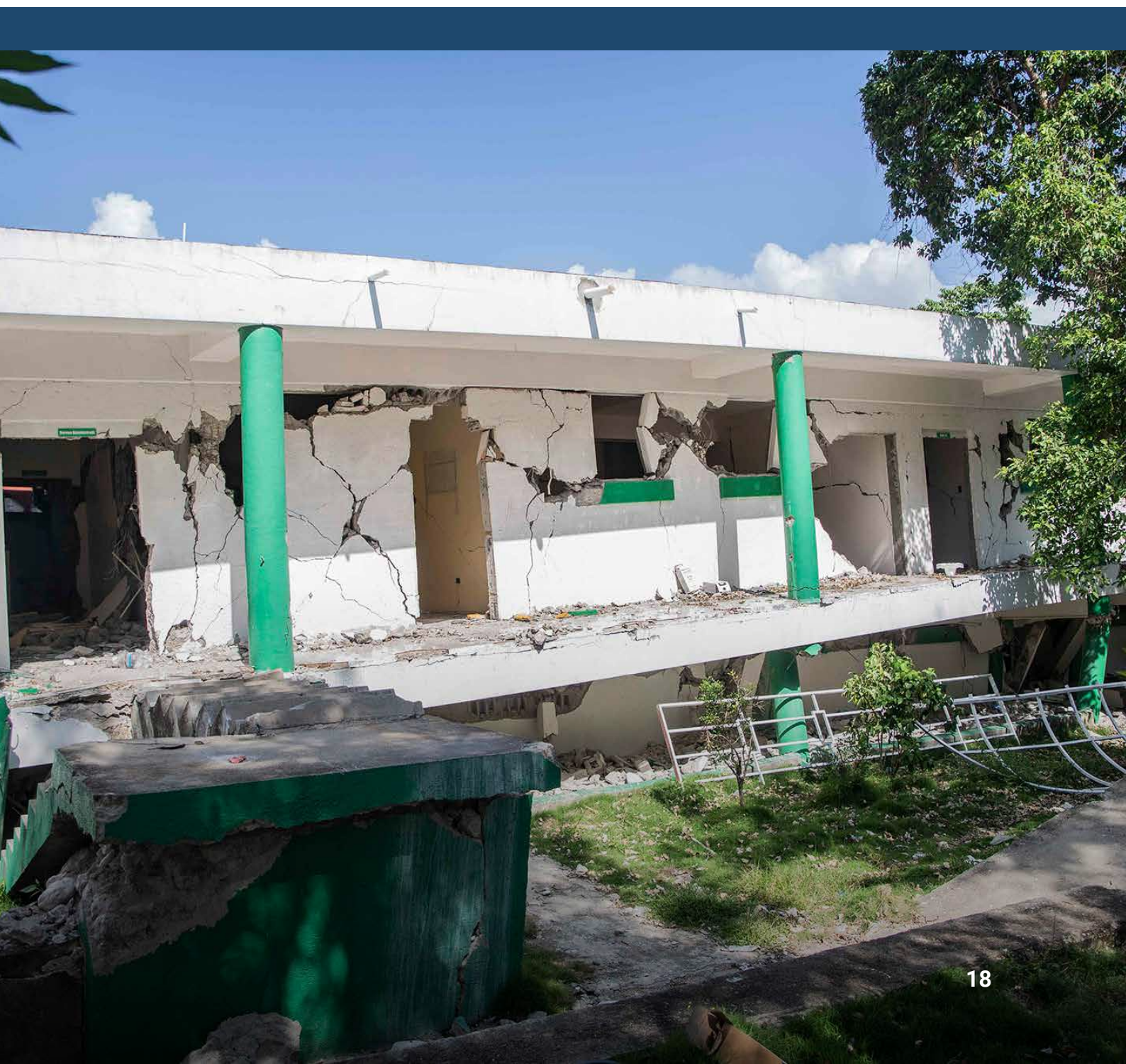
**H**aïti a encore été relativement épargné au cours de cette deuxième année de pandémie de COVID-19. Sur une population totale de 11.4 millions d'habitants, près de 28 000 cas et 780 décès ont été répertoriés depuis le début de la pandémie. L'année 2021 a été rythmée par plusieurs vagues d'infection dues à l'introduction de nouveaux variants sur le territoire. Ces vagues, bien que modérées, ont rapidement pesé sur les infrastructures de santé du Pays.

L'année a bien sûr été marquée par la mise en œuvre de la campagne de vaccination anti-Covid-19, ainsi que la deuxième année de la campagne de sensibilisation aux mesures de préventions. A travers le mécanisme COVAX, le gouvernement a reçu un premier don de 500 000 doses du vaccin Moder-

na mi-juillet et 170 000 doses du vaccin Janssen fin décembre. La situation politique, sécuritaire, le séisme d'aout et le fort taux de réticence dans la population ont empêché le Ministère de la Santé publique et de la Population (MSPP) d'atteindre les objectifs de vaccination fixés dans le Plan national de Déploiement et de la Vaccination (PNDV). A la fin de l'année, seulement 200 000 personnes avaient reçu une ou deux doses du vaccin Moderna représentant une couverture vaccinale d'environ 1% de la population.

Plus de 7 millions d'Haïtiennes et Haïtiens ont par contre été sensibilisés aux mesures de prévention et gestes barrières, par la campagne de communication nationale soutenue par le Gouvernement et l'EPNU.

# Tremblement de Terre



Le 14 août 2021, un tremblement de terre de magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter a touché la péninsule sud d'Haïti, suivi par la tempête tropicale Grace le 17 août 2021. La même zone avait été affectée par l'ouragan Matthew en 2016. Cette catastrophe a entraîné la mort de 2 246 personnes, 12 763 personnes ont été blessées et 329 portées disparues<sup>[1]</sup>. L'état d'urgence a été déclaré le même jour par les autorités haïtiennes afin de faciliter la réponse d'urgence.

Le gouvernement d'Haïti et ses partenaires ont rapidement mobilisé des équipes d'intervention rapide et établi des sous-bureaux de coordination dans les départements les plus touchés pour mener des opérations de recherche et de sauvetage, fournir une assistance immédiate et dégager les routes et les ponts. Les entités gouvernementales ont reçu l'aide d'équipes internationales d'intervention rapide, dont une solide équipe de l'UNDAC (United Nations Disaster Assessment and Coordination), une équipe DART (Disaster Assistance Response Team) des États-Unis, l'équipe de protection civile de l'Union européenne, la cellule de coordination des équipes médicales de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) (EMTCC), ainsi que le soutien de l'Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA) et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Une quinzaine de Pays ont envoyé une aide immédiate, des équipes de recherche et de sauvetage, des moyens militaires et des fournitures de secours, dont de nombreux Pays de la région Amérique Latine et Caraïbes.

Les Nations unies et les partenaires humanitaires ont soutenu pleinement l'effort national de secours et de réponse mené par le gouvernement, la Direction générale de la Protection civile jouant un rôle central avec les ministères concernés. Les priorités ont été la fourniture d'un soutien au niveau logistique, des abris, des articles alimentaires et non alimentaires, des services de santé, de l'eau potable

et de l'assainissement, de la protection, notamment contre les violences basées sur le genre, de soutien psychologique, programmes de transferts monétaires et de relèvement rapide, entre autres.

Le 16 août, soit deux jours après la secousse meurtrière (qui a été suivie, depuis, et en date du 30 janvier 2022, par 1,327 secousses dans la péninsule Sud, dont 12 au-delà de magnitude 5), le gouvernement, à travers l'ONU, a demandé l'activation de l'accord global tripartite entre l'ONU, la Banque mondiale et l'UE pour la conduite d'une évaluation post-crise unique et la planification du relèvement. Afin d'avancer rapidement vers le relèvement et la reconstruction, le gouvernement a lancé une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) le 30 août. Les résultats de ce PDNA ont servi de base à l'élaboration d'un Plan de relèvement intégré de la Péninsule Sud (PRIPS). Le processus a été placé sous la direction générale du Bureau du Premier Ministre et sous la coordination du Ministère de la Planification et de la Coopération Internationale. D'autres partenaires tels que la BID, le CDEMA et la Banque de développement des Caraïbes ont apporté leur contribution, ainsi que des partenaires bilatéraux. Le PDNA a couvert 5 secteurs majeurs : les secteurs sociaux (logement, santé, éducation, et sécurité alimentaire), les secteurs productifs (agriculture, commerce et industrie et tourisme), les secteurs infrastructures (transport, eau et assainissement, et énergie) et a également examiné les questions transversales essentielles (genre, gouvernance, emploi et moyens de subsistance, environnement et réduction des risques de catastrophes).

**Les besoins de relèvement ont été estimés à près de 2 milliards de \$US** (1,978 milliard de \$US) par le PDNA. Les besoins de relèvement correspondent aux coûts d'une reconstruction physique durable et d'un relèvement résilient qui améliore les conditions de vie de la population. À noter que plus de 188,390 bâtiments publics et privés furent évalués post-séisme par le Ministère des Travaux Publics (MTPTC), soutenu par l'ONU.

Cette évaluation a permis de noter qu'à la date du 30 septembre 2021 :

1. 137,585 logements sont à reconstruire, à réparer ou à renforcer ;
2. 1,250 écoles auraient été endommagées ou se sont effondrées, laissant plus de 300,000 élèves sans accès à l'éducation ;
3. 1 million de personnes ont vu leur mobilité entravée en raison des dégâts subis par le réseau routier ;
4. 407,000 personnes se sont trouvées totalement isolées en raison des éboulements de terrain avec un accès restreint ou impossible aux services sociaux de base dans 53 communautés ;
5. 379,000 personnes rencontrent un déficit d'accès à l'eau et l'assainissement ;
6. 754,000 personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire ;
7. 650,000 personnes ont besoin d'assistance humanitaire ;
8. Près de 40,000 personnes se trouvent déplacées dans 89 sites de rassemblement.

**Le PRIPS, dont la vision centrale se concentre sur la prévention et la gestion des risques de désastres naturels futurs, comprend 4 axes stratégiques qui ont pour objectifs d'intégrer les différents besoins sectoriels qui y sont relatifs afin de faciliter le suivi territorial de la mise en œuvre du PRIPS.**

1. La gouvernance du relèvement ;
2. Le relèvement économique ;
3. Les infrastructures résilientes, l'aménagement du territoire et l'amélioration des conditions de vie de la population ;
4. L'inclusion et la protection sociale.

**Le Plan d'Action du PRIPS** consolide, par axe stratégique, les projets prioritaires à mettre en œuvre sur une période de 4 ans : 1<sup>er</sup> octobre 2021 – 30 septembre 2025.

<sup>[1]</sup> [Rapport PDNA, version complète](#)



## Sauver des vies en soutenant l'effort de secours du gouvernement après le tremblement de terre

Immédiatement après le séisme d'août 2021, le gouvernement, avec le soutien des Nations Unies et d'autres partenaires, a travaillé de manière proactive pour fournir une aide humanitaire d'urgence à la majorité des quelque 800 000 personnes affectées dans le sud de la péninsule.

Un corridor humanitaire a été négocié pour faciliter le passage des convois et l'accès aux départements touchés. Un mécanisme de coord-

dination et de partage de l'information a été mis en place pour renforcer la coordination logistique aux niveaux national et départemental.

Le bureau des affaires humanitaires des Nations unies, OCHA, a joué un rôle central dans la coordination de la réponse. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a fourni des abris temporaires ainsi que de la nourriture et d'autres articles aux personnes ayant perdu leur maison.

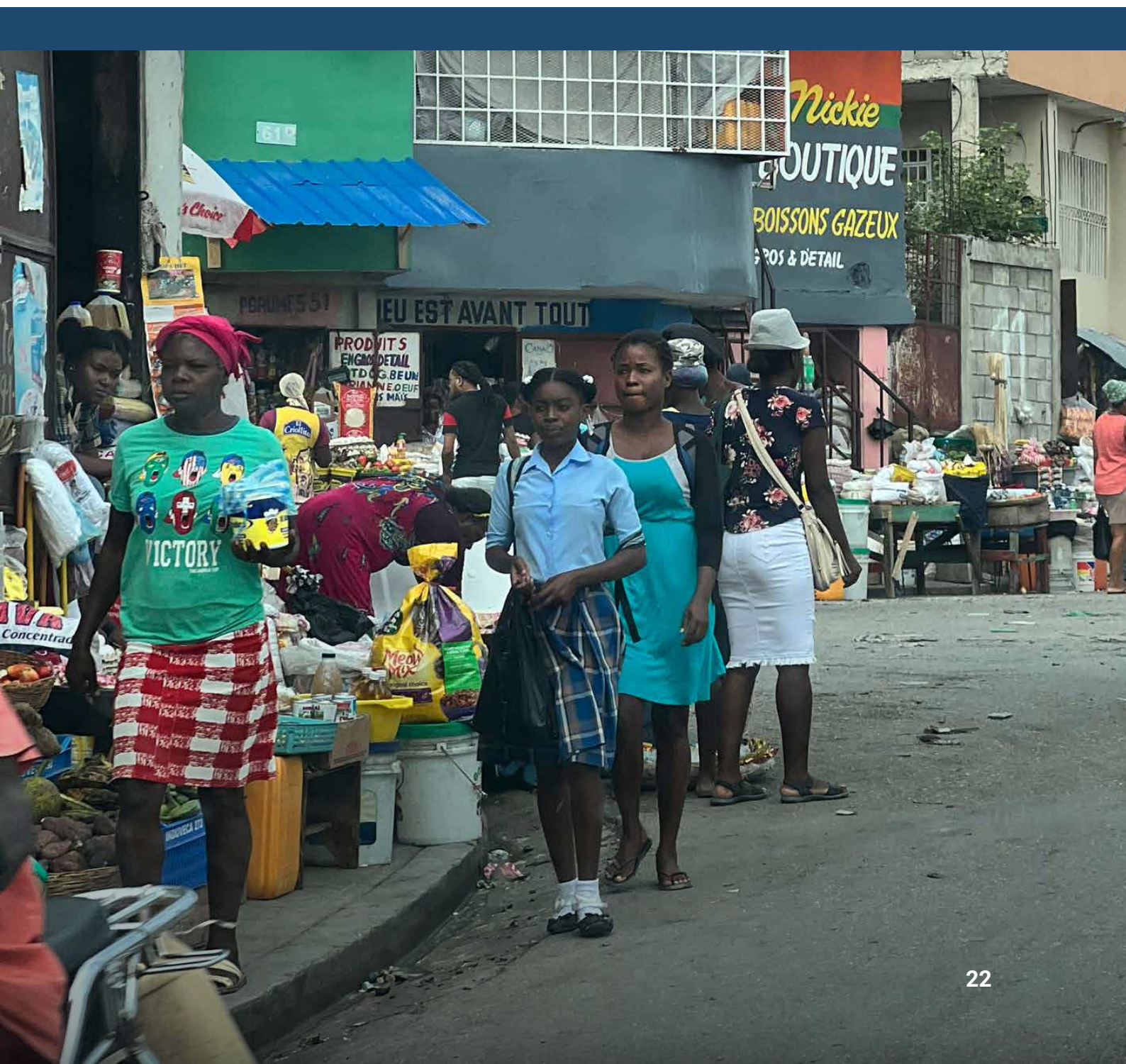
Le Programme alimentaire mondial (PAM) a intensifié la fourniture de repas chauds aux écoliers afin d'encourager les enfants dont les écoles n'ont pas été détruites à poursuivre leur scolarité.

Une soixantaine d'établissements de santé ayant également été détruits, le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et l'UNICEF ont apporté leur soutien aux services d'urgence. Les femmes enceintes ont été prises en charge et ont souvent accouché sous des tentes.

Jusqu'à la fin de l'année 2021, le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a augmenté la capacité et la fréquence de ses vols, effectuant près de 1000 voyages et transportant plus de 5500 passagers vers les départements du sud, afin de soutenir les efforts d'intervention d'urgence, en partie grâce au financement du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF).

# Objectif Stratégique 1

Les acteurs politiques et socio-économiques nationaux, y compris la société civile, sont engagés dans une coopération inclusive et la recherche d'un consensus, ce qui améliore le fonctionnement des institutions publiques et la bonne gouvernance.



La situation politique et sécuritaire en 2021 en Haïti a entraîné des défis supplémentaires pour l'Équipe de Pays des Nations unies en Haïti (EPNU). L'assassinat du Président Jovenel Moïse a eu une conséquence directe sur le calendrier électoral et son organisation. Cependant, l'EPNU a réussi à réaliser des progrès afin de contribuer à tous les niveaux du développement économique, politique, sociale et sociétale des jeunes et des femmes comme gage de paix et de stabilité à long terme.

Dans cette lignée, l'EPNU a appuyé les autorités nationales à élaborer un plan d'action sur les droits politiques des femmes et la lutte contre les violences politiques et électorales envers les femmes. Ce plan d'action, élaboré avec la participation d'une soixante d'acteurs judiciaires et de sécurité, est

un outil pour assurer l'inclusion dans le processus politique et réduire les violences à leur rencontre. Dans le même sens, un plan d'action pour la sensibilisation des responsables des médias sur les stéréotypes et les images négatives des femmes politiques dans les médias dans le contexte de la violence politique et électorale a été élaborée. Du reste, une *taskforce* rassemblant des plateformes d'organisations féminines impliquées dans la participation politique des femmes a été mise sur pieds. Enfin, des formations à travers l'Académie de Leadership politique des Femmes en collaboration avec le ministère de la Condition féminine et des Droits des femmes et le Conseil Électoral Provisoire ont permis de former des mentors et des formatrices sur leadership politique et la campagne électorale afin d'assurer la pérennité des actions entreprises.



## Rassembler les gens pour l'égalité des sexes et l'élimination de la violence envers les femmes et les filles

Mère de trois enfants, Marie Luna Mathieu, 43 ans, a formé, par l'intermédiaire de son organisation, l'Union Femmes Paysannes de Roseaux (UFPR), des milliers de personnes de sa communauté de Roseaux, dans la Grand-Anse, aux questions d'égalité des sexes, en particulier à la violence à l'égard des femmes.

Elle s'est engagée, avec le soutien du Ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes et des agences des Nations Unies, à toucher des milliers d'autres personnes dans d'autres localités éloignées.

Elle a été formée dans le cadre de l'initiative Spotlight, un partenariat mondial conjoint des

Nations unies et de l'Union européenne visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes.

« Au cours de la formation, j'ai pris conscience de l'énormité de la tâche, mais aussi des avantages qu'il y a à rassembler des dirigeants et des décideurs de différents secteurs qui partagent le même objectif de mettre fin à la violence. Je me suis dit qu'ensemble, nous pouvons faire bouger les choses. »

Dans le cadre de cette initiative, des sessions de formation ont été organisées dans les écoles

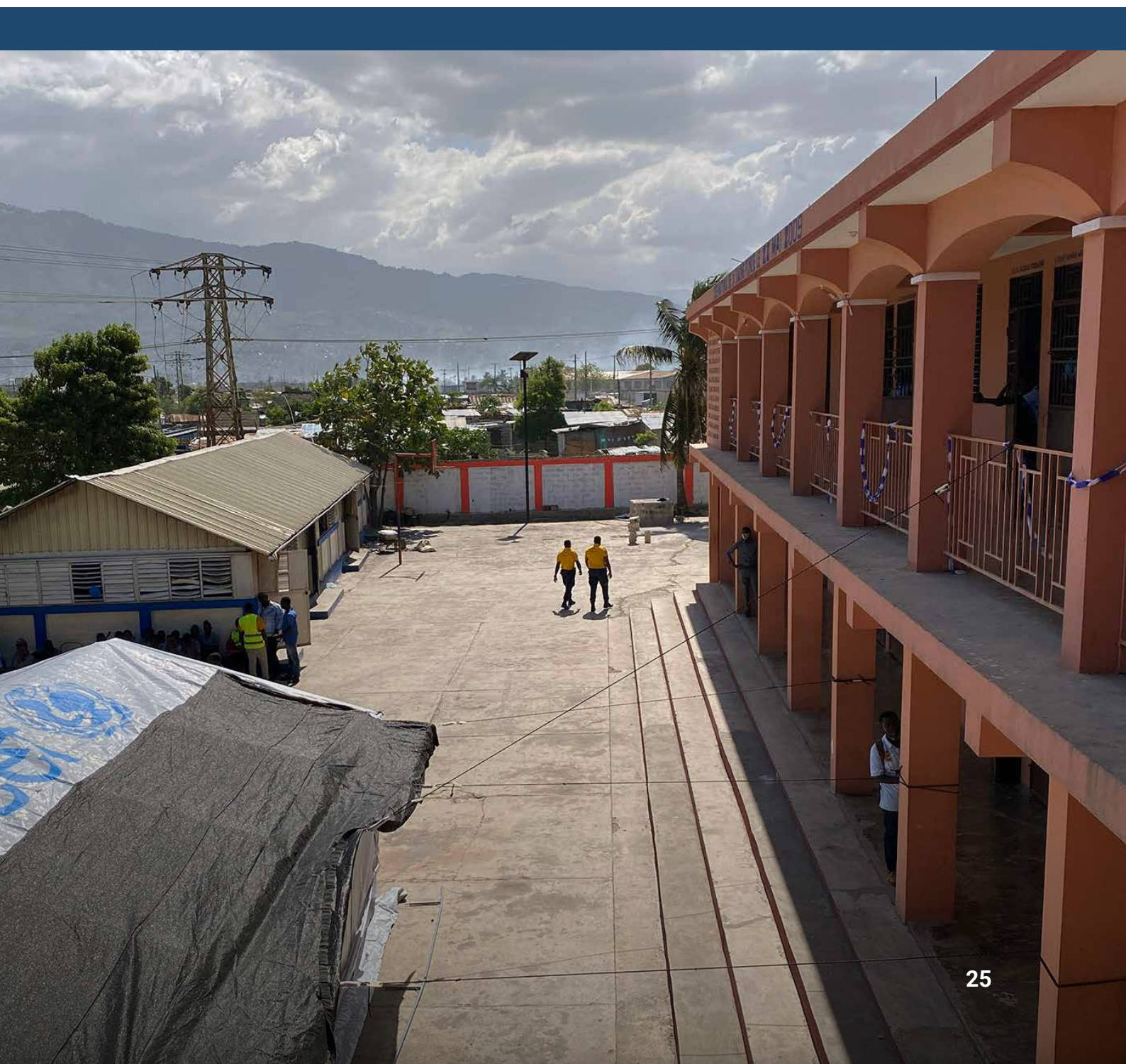
pour les élèves et les enseignants. Des messages de sensibilisation ont également été diffusés à la radio et les journalistes ont également été ciblés. En outre, les artistes, les dirigeants communautaires et la société civile ont été appelés à prendre part à la lutte pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, en mettant particulièrement l'accent sur la violence domestique.

Les agences qui mettent en oeuvre l'Initiative Spotlight sur le terrain sont l'ONU Femmes, le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP.



# Objectif Stratégique 2

Les institutions publiques, les autorités locales, la société civile, les organisations de jeunes et de femmes participent à des interventions et des processus de consultation qui visent à réduire la violence dans la communauté, en particulier en ce qui concerne l'activité des gangs et les délits sexuels et sexistes.



La situation sécuritaire s'est particulièrement aggravée en 2021 en Haïti du fait des conflits armés entre gangs opposés, notamment dans le quartier de Martissant se trouvant dans la partie sud de la capitale. L'EPNU s'est attachée à appuyer des processus de dialogue visant la réduction de la violence dans les communautés en particulier ce qui concerne les gangs. Dans ce sens, l'EPNU a apporté un appui conjoint avec le BINUH à la finalisation de la stratégie de désarmement, démobilisation et réintégration signée par le Premier Ministre Jouthe. Sur la base de cette stra-

tégie nationale, l'EPNU a décidé d'adopter une approche commune dans le but d'apporter un soutien en fonction de ses avantages comparatifs. D'autre part, à travers le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), l'EPNU a pu intervenir dans des zones clefs de façon pilote (Martissant et La Saline) pour faire face à la violence des gangs armés. Il s'agit d'une méthode basée sur trois approches qui comprend le dialogue intercommunautaire et la réinsertion, la police communautaire et les plateformes communautaires dans le but de réduire de façon durable les violences communautaires.



### Le Lycée de la Saline, dans le quartier de Cité-Soleil, a été fermé pendant trois ans en raison de la violence des gangs

Cependant, les jeunes de certains des quartiers les plus défavorisés et les plus dangereux de la capitale haïtienne, Port-au-Prince, trouvent des moyens de mener une vie productive et de contribuer au développement de leur communauté.

Ils sont confrontés non seulement à de mauvaises installations locales et à des opportunités inadéquates, mais aussi à la présence menaçante de

gangs armés. Certains jeunes adultes rejoignent les gangs en pensant qu'ils n'ont pas d'autres alternatives.

Avec le soutien du Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix, les jeunes de trois quartiers en difficulté (Cité-Soleil, Bel-Air, Saint-Martin) ont formé des groupes ou des comités de soutien dans le cadre du projet « Semences de Paix ». Ce projet vise à réduire l'attraction et l'influence des gangs sur les jeunes tout en facilitant leur intégration et leur participation au développement de leur communauté.

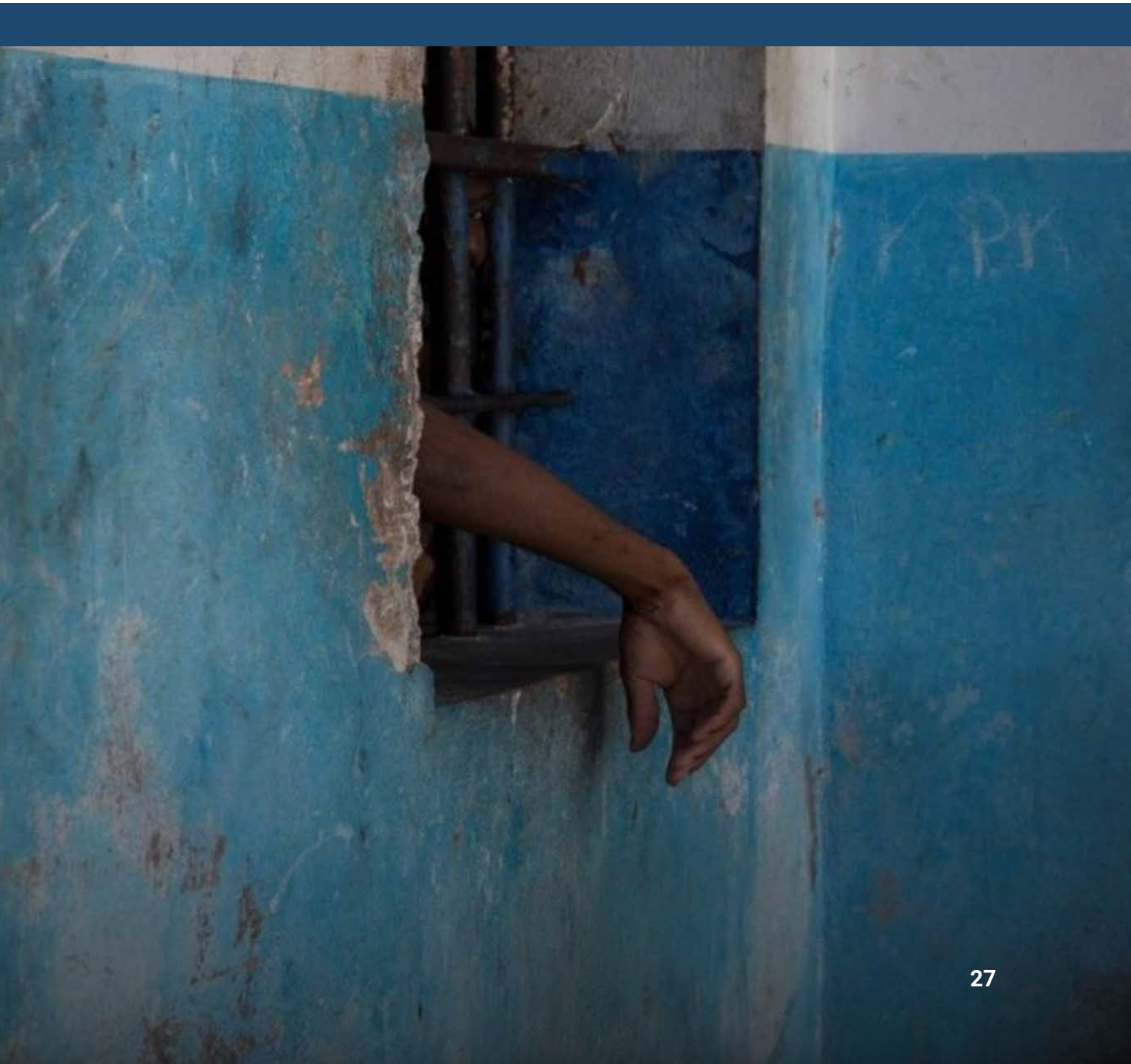
Placide Canon, membre de l'un des groupes, a déclaré : « Nous devons travailler pour influencer positivement les jeunes de la région et leur conseiller de suivre le bon chemin. »

Comme les autres jeunes adultes participants au projet, il rêve de voir une paix durable dans son quartier, une paix basée sur le dialogue, la compréhension et la participation active des jeunes. « Il est important que notre jeunesse ne tombe pas dans la délinquance et autres mauvaises pratiques. »

Le Fonds pour la consolidation de la paix est utilisé par les Nations unies pour maintenir la paix dans les Pays où un conflit violent risque de se produire ou fait déjà rage.

# Objectif Stratégique 3

**La police nationale, les services correctionnels, les institutions judiciaires et anti-corruption opèrent dans le cadre de cadres juridiques et de gestion améliorés, ainsi que de mécanismes de contrôle.**



**E**n dépit d'un contexte marqué par une instabilité socio-politique et une insécurité dominée par la violence des gangs armés, l'EPNU, conjointement avec le BINUH, a pu conduire des actions destinées à renforcer l'État de droit permettant à « la police nationale, aux services correctionnels, aux institutions judiciaires et anti-corruption d'opérer dans un cadre juridique et de gestion amélioré à travers des mécanismes de contrôle ». La Police Nationale d'Haïti a pu renforcer certaines de ses capacités opérationnelles (ex : réhabilitation des commissariats de Petit Goâve et de Ganthier) et ses techniques de médiation par l'intermédiaire de formations ciblées ayant pour objectif de limiter les flux entrants de détenus trop souvent incarcérés pour des délits mineurs.

631 nouveaux policiers haïtiens, dont 20% de femmes, issus de la 31<sup>ème</sup> promotion, ont été sensibilisés sur les principes des droits humains dans le cadre de leur cursus de formation, qui a notamment mis en exergue le rôle de contrôle de l'Inspection Générale de la Police. Le Comité National d'Assistance Légale (CNAL) a pu renforcer son action décentralisée avec l'inauguration de deux nouveaux Bureaux d'Assistance Légale (Cayes et Petit Goâve) permettant d'étendre l'offre juridique gratuite pour les populations les plus vulnérables. Un appui juridique aux femmes détenues dans les prisons des Cayes et de Cabaret a été apporté.

Des visites ont été effectuées dans deux prisons (Cayes et Croix des Bouquets) qui ont conduit à la libération de femmes placées en détention préventive prolongée. Par ailleurs, le ministère de la Justice et de la Sécurité Publique s'est doté d'un nouveau plan stratégique de lutte contre la détention préventive prolongée qui concerne au moins, 81% des détenus actuellement incarcérés. Plusieurs recommandations sont en cours de mise

en œuvre telles que la tenue d'audiences au sein même des centres carcéraux permettant de pallier les dysfonctionnements des tribunaux largement impactés par le contexte sécuritaire et les grèves des acteurs de la chaîne pénale. Une attention a été portée aux mineurs en conflit avec la loi où 172 jeunes détenus ont reçu une assistance légale et 42 ont pu être libérés alors que 250 mineurs en conflit avec la loi ont bénéficié d'activités psychosociales.

L'EPNU a également œuvré dans la lutte contre la corruption, en mobilisant les institutions clés ainsi que les principaux partenaires techniques et financiers dans une action conjointe et harmonisée destinée à lutter contre l'impunité et la corruption. La mobilisation des fonds du PBF à hauteur de 3M US\$ constitue une première avancée vers la mise en œuvre d'un Programme conjoint de grande envergure répondant à la problématique de la corruption sous son aspect multidimensionnel et multi-acteurs.

## Chiffres majeurs

- 514 détenus libérés grâce à l'action du CNAL (Comité National d'Assistance Légale)
- 631 « cadets » de la PNH promus en 2021 dont 132 femmes
- 172 mineurs incarcérés ont reçu une formation professionnelle en vue de leur réinsertion
- 179 personnes (autorités locales et OSC) travaillant dans l'assistance juridique aux victimes de VBG ont renforcé leurs capacités dans la fourniture de services essentiels de qualité, y compris l'accès à la justice, aux survivantes de VBG.



## Justice pour les personnes en détention provisoire

Renel\*, qui, à l'âge de 15 ans, a été détenu sans procès pendant trois ans aux Cayes après avoir été accusé à tort d'avoir volé deux canards à un commerçant local, a retrouvé la liberté après l'intervention du PNUD.

Sa vie a été bouleversée lorsque la police a agi sur l'accusation de vol du commerçant et l'a détenu en prison. « La porte a claqué derrière moi, me remplissant de terreur. J'étais enfermé

derrière les barreaux dans une cellule exiguë et pleine de monde », a rappelé Renel.

Ce fut le début de trois années de détention sans procès.

Renel a été victime d'une détention provisoire excessive et arbitraire. Cette pratique, courante en Haïti, est considérée comme un problème de droits de l'homme et les personnes les plus pauvres sont particulièrement vulnérables, car elles ont le moins de chances d'avoir accès à la justice.

Le PNUD, avec le BINUH et le ministère haïtien de la Justice et de la Sécurité publique, a soutenu la création du Bureau d'Aide Légale des Cayes (connu sous le nom de BAL) en mai 2021.

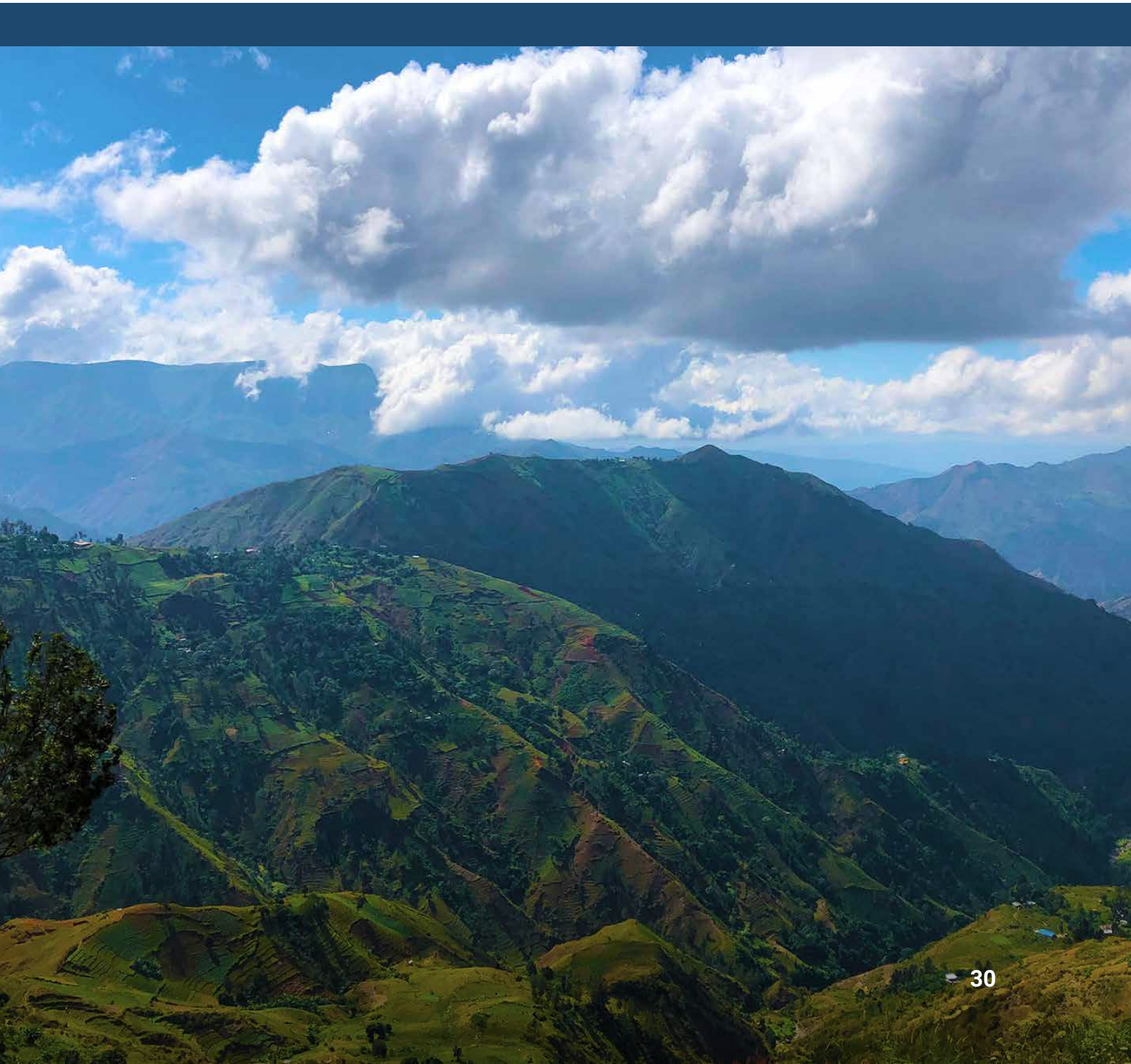
Mis en œuvre par le PNUD, ONU Femmes, le BINUH et l'UNICEF, le projet d'ouverture des BAL vise à améliorer l'accès à la justice pour les personnes en situation de vulnérabilité et aux ressources limitées.

Il se concentre sur la réduction de la durée de détention des suspects dans les postes de police et les centres de détention ainsi que sur la décongestion des tribunaux et la protection et la préservation des droits des victimes et des témoins.

\* Nom anonyme pour protéger l'identité

# Objectif Stratégique 4

**Les institutions étatiques, en collaboration avec une institution nationale indépendante des droits humains (Office de protection du citoyen) et les organisations de la société civile, protègent, promeuvent et garantissent le respect des droits humains et des libertés fondamentales, des femmes et de l'égalité des sexes, et la redevabilité face aux violations des droits humains.**



**E**n 2021, malgré le contexte sécuritaire fragile et l'instabilité politique qui ont caractérisé Haïti, l'EPNU et le BINUH sont parvenus à réaliser des activités qui leur ont permis d'atteindre partiellement les objectifs qu'ils s'étaient fixés dans le cadre de l'objectif stratégique 4. Ces activités réalisées, en collaboration avec les acteurs étatiques et les organisations de la société civile, ont contribué à promouvoir et garantir le respect effectif des droits de l'homme y compris ceux des migrants, des personnes déplacées et des enfants.

Ainsi, du 07 février au 22 avril 2021, 400 victimes directes ou parents de victimes du massacre de Raboteau de 1994 ainsi que des représentants d'associations des droits de l'homme ont été sensibilisés sur l'état d'avancement du traitement judiciaire de leurs dossiers et cela, grâce au travail de Mouvman Defans Latibonit avec l'appui de l'EPNU. Cette action a permis de relancer le dossier de l'un des supposés auteurs qui avait été extradé des Etats-Unis et qui est actuellement détenu en Haïti. Tout au long de l'année, l'EPNU a contribué à renforcer les capacités des membres de l'Office de Protection du Citoyen (OPC), notamment pour le traitement rapide des plaintes de violation des droits de l'homme, mais aussi pour la production de matériels de communication sur son rôle et ses services, notamment sur la disponibilité du service d'assistance légale.

Aussi, en juin et novembre 2021, grâce à deux missions conjointes de l'EPNU le long de la frontière avec la République dominicaine, avec le soutien des autorités et des organisations de la société civile, un travail a été effectué à Ouanaminthe et Belladère pour évaluer les besoins en protection des migrants haïtiens, analyser les principales violations de leurs droits, et fournir une assistance aux plus vulnérables. Également, pour soutenir le dialogue entre les institutions et la société civile haïtiennes et dominicaines autour des abus dont

sont victimes les migrants haïtiens et d'identifier des pistes de solutions, plusieurs réunions binationales ont été facilitées par l'EPNU en 2021, aux points frontaliers de Ouanaminthe et Malpasse.

Une attention particulière a aussi été accordée à la disponibilité des services juridiques au profit des groupes les plus vulnérables en conflit avec la loi, y compris les femmes et les enfants. Avec l'appui de l'OPC et de l'EPNU, les acteurs de la chaîne pénale ont bénéficié d'outils stratégiques pour le traitement des plaintes liées aux violence basées sur le genre, l'aide juridictionnelle et le référencement de cas, ceci afin d'apporter une réponse et un soutien plus efficace et coordonné aux femmes et filles victimes.

Enfin, l'EPNU a aussi appuyé le plaidoyer des organisations de femmes pour la reconnaissance des droits des femmes et l'élimination de la violence envers celles-ci. Les capacités d'action collective de ces structures ont été renforcées grâce à un appui direct pour pouvoir utiliser de manière efficace les mécanismes de responsabilité sociale pour soutenir leur plaidoyer et leur influence sur la prévention et la réponse à la VFFF, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

## Chiffres majeurs

- 27,694 migrants haïtiens ont reçu une assistance à leur retour en Haïti
- 117 personnels d'institutions nationales haïtiennes, parmi lesquels 36 femmes, ont bénéficié de formations sur la traite des personnes, l'enquête et la poursuite des cas de traite des êtres humains en 2021.
- 400 personnes, victimes et représentants de victimes, ont été sensibilisées sur leurs droits et les procédures judiciaires dans le cadre du massacre de Raboto.



**Des jeunes filles se rassemblent lors d'une réunion organisée par Madeline Joseph (sur les marches en bleu) dans la ville de Mont Organisé**

Les jeunes filles d'Haïti apprennent à identifier et à mettre fin à la violence grâce à l'initiative

Spotlight, un partenariat mondial conjoint des Nations Unies et de l'Union européenne.

« J'ai appris à gérer les relations sexuelles et à parler à mes parents et à mes amis des différents types de violence sexuelle, émotionnelle et physique que subissent les femmes en Haïti », a déclaré Madeline Joseph, 18 ans, qui a participé à une session hebdomadaire d'autonomisation des filles organisée par l'ONG haïtienne AFASDA et financée par l'ONU à Mont-Organisé, dans le département du Nord-Est du Pays.

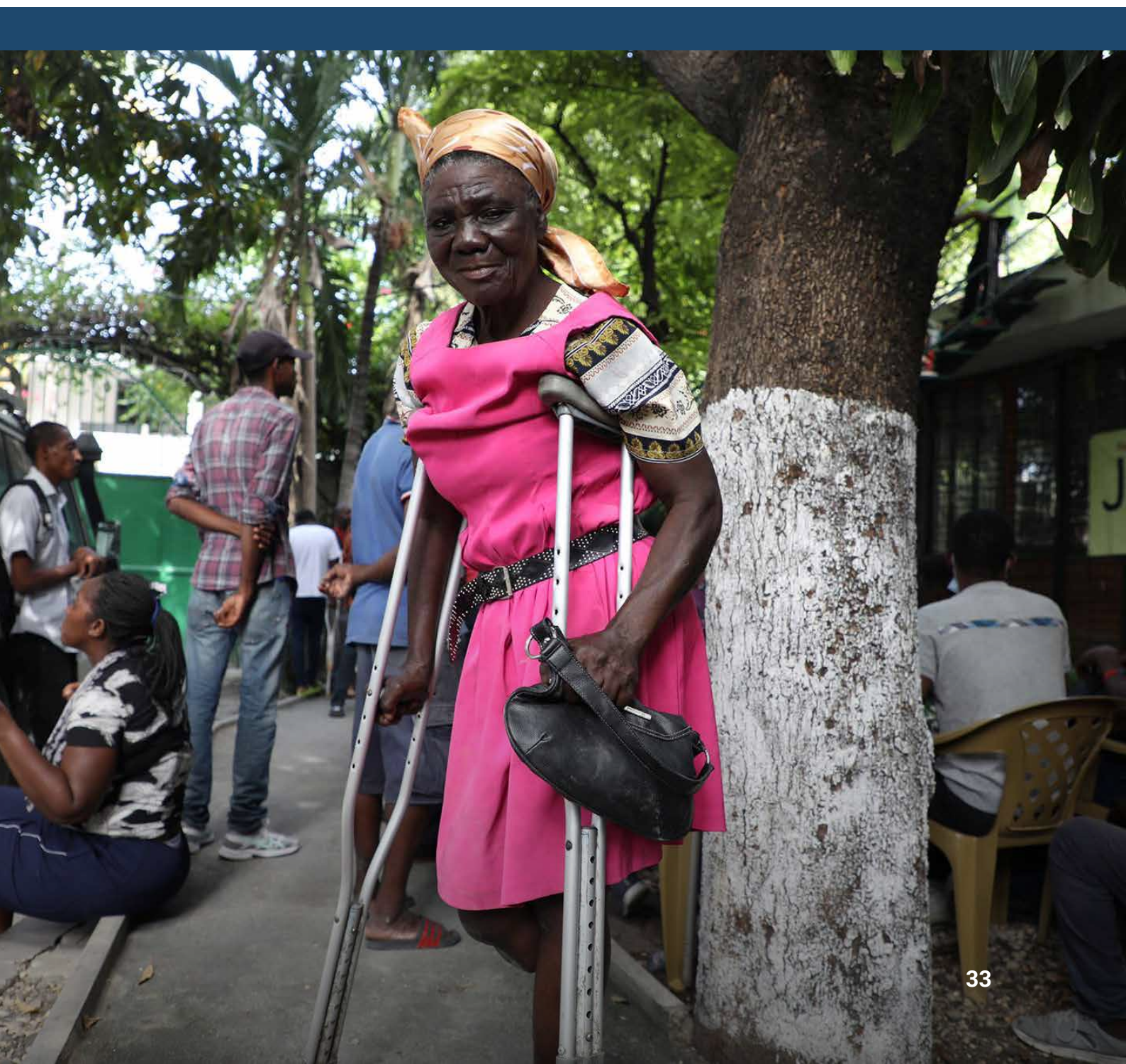
Cette région présente la plus forte prévalence de violence domestique en Haïti. Vingt-sept pour cent des femmes ayant un partenaire ont subi un certain type de violence ou d'abus.

L'Initiative Spotlight, qui a touché une première cohorte de 1250 filles et jeunes femmes dans le Nord-Est, soutient l'action du gouvernement pour réduire la violence sexiste.



# Objectif Stratégique 5

Les institutions publiques, les autorités locales et le secteur privé donnent accès aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables à des possibilités d'emploi décent, notamment des emplois, de l'éducation et de la formation, contribuant à réduire les doléances socioéconomiques et à lutter contre les facteurs d'instabilité et d'inégalité.



## Modernisation de l'économie

La persistance d'un modèle économique non inclusif est un des principaux nœuds gordiens qui bloquent le processus de développement durable en Haïti. En 2021, les Nations unies ont soutenu la mise en œuvre d'une enquête auprès des citoyens dans le cadre de l'initiative pour le Cadre intégré national de financement du développement (CINF). Les résultats de l'enquête révèlent que 91% des personnes interrogées sont insatisfaites de la situation économique du Pays. D'autre part, dans le cadre du CINF, le diagnostic sur l'offre de financement, évaluait comment la capacité à financer le développement durable peut être affecté par des facteurs économiques et non économiques, chocs et crises, et identifier les principaux goulots d'étranglement entravant la mobilisation et l'alignement efficaces des ressources.

### **Focus : Formation de coalitions pour un plaidoyer pour la mise en place de réformes du cadrage économique et commercial**

Face à la nécessité de réformer en profondeur le modèle économique haïtien, les Nations Unies ont approfondi les relations avec les institutions financières internationales, les institutions économiques et financières de l'Etat, les chambres de commerce, les économistes nationaux et les organisations de la société civile impliquées. Usant de son rôle de rassemblement, les Nations unies ont initié une coalition pour un plaidoyer pour la mise en place de réformes pour une économie plus inclusive. Un groupe de travail composé de membres de l'équipe Pays et d'agences non-résidentes s'est engagé à appuyer les réformes dans les domaines suivants : politique commerciale, politique de la concurrence, politique de l'emploi, politique de la formation professionnelle et politique de développement industriel. Ces perspectives sont envisagées en consultation avec les

institutions financières internationales. La possibilité de leur déploiement dépendra en partie de l'aboutissement de la reprise des négociations avec le Fonds Monétaire International, en arrêt depuis la mi-2020.

## Appui aux politiques publiques transversales

Dans le cadre de l'identification des thèmes et problématiques prioritaires pour le Plan ONE UN, les Nations unies se sont engagées à appuyer les efforts de mise en œuvre de deux politiques publiques majeures : la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS) et la Politique et stratégie nationales de souveraineté et de sécurité alimentaire et de nutrition en Haïti (PSNSSANH).

Ces deux politiques publiques sont les principaux fers de lance pour atteindre la plus large palette d'ODDs en Haïti. La Mission conjointe des Nations unies composée de 7 agences dont la CEPALC a contribué à la première ébauche du Plan d'action de la PNPPS, une étape importante dans la planification de la mise en œuvre.

### **Focus : Le financement de la protection sociale, un outil essentiel pour ne laisser personne de côté**

Grâce au plaidoyer mené par les Nations unies auprès du ministère de l'Économie et des finances (MEF) et de la Banque Centrale (BRH), le premier atelier sur le financement de la protection sociale a eu lieu en décembre 2021 avec la participation des Directeurs généraux des deux institutions ainsi que de l'Économiste en chef de la Banque centrale. Il est attendu que cette attention au plus haut niveau contribue à renforcer la visibilité de la protection sociale dans le processus d'élaboration des prochains budgets nationaux.

L'atelier de financement a permis de disséminer les premières estimations des Nations unies sur le chiffrage de la mise en œuvre de la PNPPS. Les résultats du chiffrage des mécanismes de transferts monétaires montrent des estimations sur la base des différents scénarios de couverture adoptés. Les participants à l'atelier ont aussi été informés des pistes d'élargissement budgétaire évalué entre \$169 millions et \$675 millions annuellement selon les scénarios établis dans le cadre d'une étude financée par les Nations unies en appui au Ministère des Affaires sociales et du Travail. Un deuxième atelier sur le financement des politiques publiques est prévu durant le premier trimestre de 2022.

## Sécurité alimentaire

Le plaidoyer des Nations Unies sur la PSNSSANH s'est concrétisé avec l'adoption officielle de la politique par le Gouvernement. Des concertations avec des acteurs des chaînes de valeurs agricoles, des universitaires et la société civile ont été réalisées aux niveaux départemental et national dans le cadre des préparatifs pour le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Ces rencontres ont abouti à une feuille de route préliminaire en phase avec la PSNSSANH. Un groupe de travail One UN est actuellement mis en place afin de focaliser l'appui technique des Nations unies sur la mise en œuvre séquentielle de la politique basée sur une approche informée par des données probantes et en cohérence avec la protection des groupes vulnérables.



## Le travail décent dans les zones rurales vulnérables

Les producteurs agricoles des zones rurales isolées de la région de la Grand'Anse ont l'intention de reconstruire leur vie à l'aide de deux cultures, le cacao et l'arbre à pain.

Les communautés agricoles ont été durement touchées par le tremblement de terre d'août 2021 qui a endommagé les terres et les installations de stockage des semences et perturbé la saison des plantations.

Nelie Louis Charles, membre de la Plateforme des coopératives agricoles de l'Anse d'Hainault (PLACAHA), a perdu du bétail et une partie de son jardin dans le séisme, mais elle envisage désormais un avenir en partie basé sur la production de cacao.

« Dans la localité de Gabrielle où je vis, beaucoup de dégâts ont été causés. J'ai pu survivre avec mes maigres réserves », elle a expliqué.

« Quatre mois après le séisme, nous pouvons dire que notre vie s'est améliorée, car nous pouvons vendre facilement notre cacao à Kaleos, une entreprise haïtienne », elle a ajouté.

L'Organisation internationale du travail (OIT) a soutenu le projet PROFIT « Projet de renforcement des opportunités agricoles par la formation et l'investissement technologique », qui

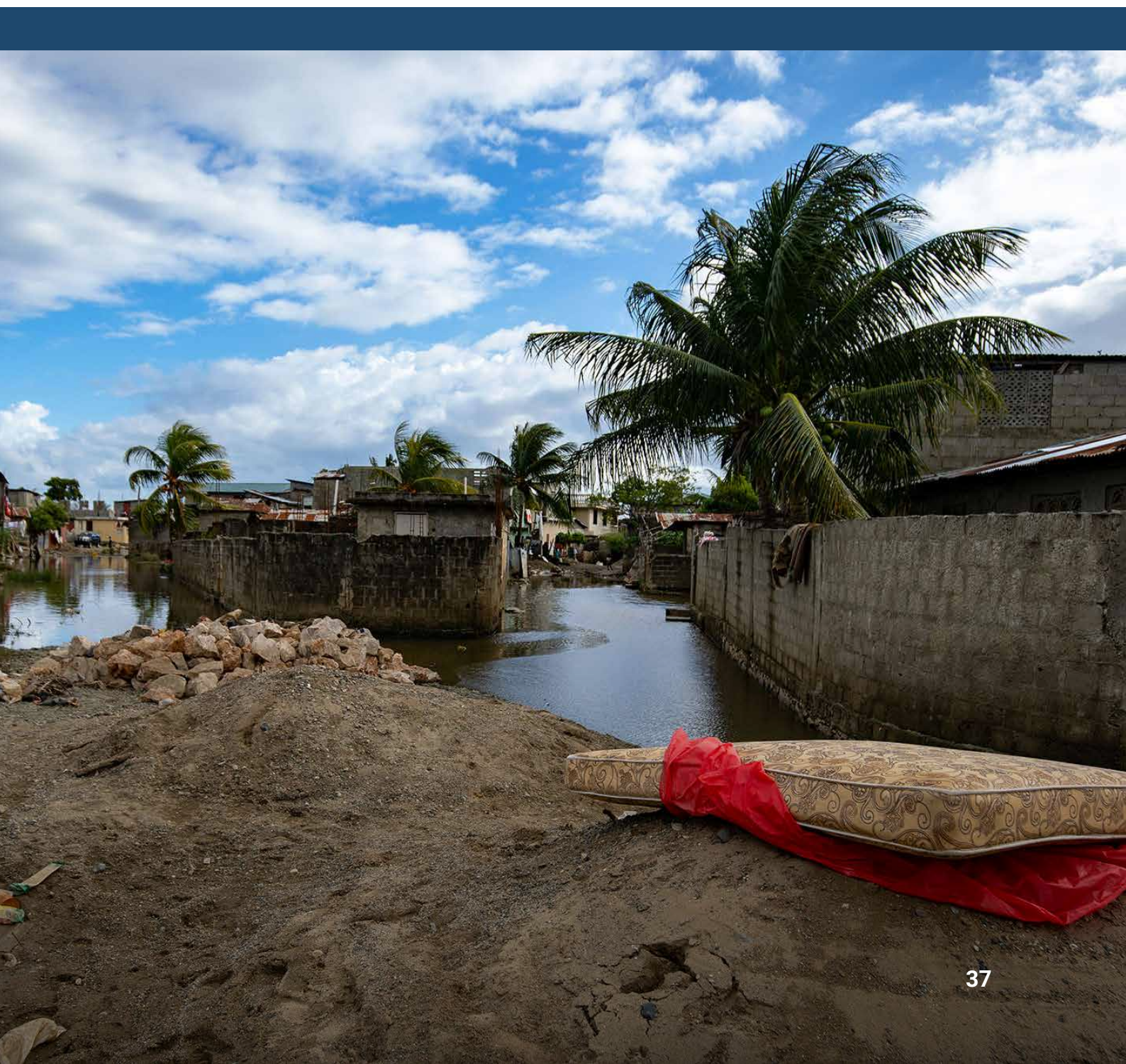
réunit des agriculteurs, le secteur privé et l'expertise locale.

Le projet est également axé sur le développement d'un marché pour le fruit à pain ou « lam veritab », comme on l'appelle en créole, et devrait apporter plus d'emplois et des revenus supplémentaires à tous les petits producteurs de la région.

Des formations supplémentaires permettront d'améliorer la production et d'ajouter de la valeur aux deux produits.

# Objectif Stratégique 6

**Les institutions publiques sont renforcées pour mettre en œuvre efficacement des politiques et des programmes qui garantissent la fourniture de services de base de qualité dans les communautés les plus mal desservies et accroissent leur résilience face aux menaces liées au climat, notamment à travers la gestion des catastrophes et l'atténuation des risques.**



**H**aïti fait face de façon presque permanente à de multiples chocs naturels (sécheresse, ouragans, tremblements de terre, inondations, etc) qui menacent les moyens de subsistance des Haïtiens. Malgré certains progrès en matière de gestion des risques et désastres, les manques dans la mise en œuvre effective des mesures de prévention et la particularité des mécanismes de suivi rendent la situation plus complexe. Pour répondre à cette préoccupation l'EPNU a soutenu dans un premier temps la participation d'Haïti à la COP 26 afin de se positionner notamment comme petit État insulaire en développement.

Le but de l'EPNU est d'appuyer le renforcement des capacités des acteurs et des institutions pour la mise en place et la production de système d'information, de cartographie et de statistique et gestion des données pour la gestion multirisque. Dans ce sens, des formations en gestion de l'information géospatiale pour la conservation de la biodiversité et l'utilisation durables des terres ont été organisées pour les institutions étatiques et les acteurs de société civile. D'autre part, l'EPNU tend à renforcer les capacités en matière de prévention et réduction des risques qui comprend l'occupation du sol et l'aménagement du territoire, la mitigation des risques et l'adaptation basée sur les écosystèmes. En 2021, les départements du Nord, du Nord-Est et de l'Ouest, ont été privilégiés dans le cadre d'activités de gestion et conservation des sols et de l'eau, la réhabilitation des systèmes d'irrigation et le contrôle des inondations dans le but d'améliorer la productivité, de réduire la perte de biodiversité et de diminuer la vulnérabilité aux chocs climatiques et autres facteurs de stress. Cela a conduit entre autres à la réhabilitation de canaux d'irrigation, la construction de canaux de contours ou encore l'aménagement de micro-bassins versants. La résilience environnementale est soutenue à travers l'application de technologies, approches et

bonnes pratiques pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole. L'EPNU a aussi contribué à l'amélioration du système national d'alerte précoce hydrologique et météorologique et au renforcement des capacités des équipes locales de gestion des risques de désastres, les responsables locaux de la protection civile. Un plan national d'alerte précoce a été rédigé et sera finalisé en 2022. Les stations hydrométéorologiques mises en place en 2020 continuent de fournir des données à l'Unité hydrométéorologique d'Haïti (UHM) qui diffuse des bulletins météorologiques quotidiens à une centaine d'institutions nationales sur la base des données hydrométéorologiques. Environ 240 000 employés d'institutions publiques, d'associations de producteurs et autres personnels institutionnels ont ainsi un accès direct aux bulletins météorologiques publiés quotidiennement par l'UHM.

Concernant l'accès aux services sociaux de base, malgré l'environnement complexe en 2021 et les défis divers, les agences onusiennes en Haïti ont continué à travailler aux côtés du niveau central du Ministère de la Santé Publique, des directions sanitaires départementales, des communautés, et des ONG en assurant que les femmes, les nouveau-nés, les enfants, les adolescents et leurs familles aient accès et utilisent un ensemble intégré de services de santé de qualité, dans les communes ciblées du projet SSIAP financé par le gouvernement du Canada.

Sur le plan de la santé maternelle et néonatale, on a noté une augmentation de plus de 20% du nombre d'accouchement institutionnel par rapport à 2020 et une baisse du nombre de décès maternel dans les maternités supportées par le projet ;100% des institutions appuyées par le Projet offrent 4 méthodes contraceptives.

Plus de 1600 enfants ont été soignés de malnutrition aiguë et des interventions nutritionnelles ont pu être maintenues dans 100 institutions et les aspects de PCIME ont été renforcés également. Près de 90% des femmes enceintes ont été testées contre le VIH.

Les deux directions départementales Sud et Grand Anse ainsi que les 4 Unités d'Arrondissement de Santé ont amélioré leurs capacités en matière de gouvernance et de leadership pour assurer leur rôle de coordination, de supervision du travail des institutions sanitaires de leur ressort.

## Chiffres majeurs

- 20 comités locaux sensibilisés et renforcés dans la gestion des ressources naturelles et la prévention des risques
- 24,081 ménages vulnérables ont bénéficié de distributions de semences adaptées au milieu, locales et résistante aux aléas climatiques et aux travaux d'aménagement de territoire
- 29 plans de contingence multirisques développés et vulgarisés dans les communautés



### Des repas chauds pour les écoliers d'Haïti

Les enfants des familles qui ont été touchés par le tremblement de terre du 20 août 2021 ont reçu des repas chauds gratuits à l'école dans le cadre d'une initiative du Programme alimentaire

mondial (PAM) visant à aider les communautés vulnérables à se rétablir.

La directrice de l'École Nationale des Filles de Dame Marie, Franesie Sylvestre, a déclaré que pour beaucoup des 307 enfants qui sont nourris, « c'est le seul repas qu'ils prendront aujourd'hui ».

Les zones rurales entourant la petite ville de Dame Marie, sur la péninsule occidentale du sud d'Haïti, ont été frappées par le tremblement de terre et, bien que l'école soit restée en grande partie indemne, de nombreux agriculteurs dont les enfants fréquentent l'école ont perdu des terres ou ont manqué la saison des semences et donc la possibilité de se nourrir.

Cette école n'est qu'une des plus de 1 600 où le PAM a fourni des repas à environ 344 000 élèves en 2021. Dans la plupart des écoles, l'initiative ne se limite pas à fournir un repas aux enfants affamés.

L'UNICEF, a installé des stations de lavage des mains pour s'assurer que les enfants apprennent de bonnes habitudes d'hygiène, comme se laver les mains avant les repas.

L'Organisation internationale du travail (OIT) soutient la généralisation de la culture du fruit

à pain, un aliment nutritif et polyvalent, parmi les agriculteurs de la région.

On espère que le fruit à pain deviendra un ingrédient de base des repas scolaires, un développement qui, à son tour, soutiendra l'économie locale.



## Une agriculture plus résiliente

Les communautés agricoles du nord d'Haïti ont plaidé avec succès pour des mesures qui les aideront à inverser les dommages causés par la déforestation et à atténuer les effets du changement climatique, afin de leur offrir un avenir plus sûr.

L'érosion des sols sur les collines de la localité de Paul Atrel, due à la déforestation depuis de nombreuses décennies, a rendu de nombreuses terres agricoles improductives et inexploitable, mais avec le soutien du gouvernement local, du Programme alimentaire mondial (PAM) et l'un

de ses partenaires coopérants, les agriculteurs produisent à nouveau des récoltes.

« Les gens de cette région sont pauvres, alors pendant de nombreuses années, ils ont coupé des arbres pour faire du charbon de bois », a déclaré le chef de la communauté, Emile Elinos. « Cela a conduit à l'érosion des sols et il est donc devenu impossible de faire des cultures pour faire vivre notre communauté. »

Le PAM a aidé la communauté à remettre les terres en état grâce à un programme « Assistance alimentaire pour la création d'actifs », dans le cadre duquel les agriculteurs étaient payés pour planter des arbres et construire des structures qui empêcheraient l'érosion et permettraient aux cultures de prospérer à nouveau.

« Nous plantons maintenant différents types de pois et de haricots sur cette terre pour la première fois depuis de nombreuses années », a déclaré Emile Elinos.

Les agriculteurs de la région ont dû s'adapter au changement climatique en cultivant des plantes plus résistantes, mais Emile Elinos espère qu'un jour, grâce à l'irrigation, il pourra à nouveau cultiver des mangues, des avocats et du maïs.



# Partenariats Efficaces et Agenda 2030



Un partenariat entre la Banque Mondiale et l'Équipe Pays a été engagé afin de contribuer à limiter la mortalité et l'incidence du COVID-19 en Haïti. Des résultats rapides ont été atteints :

## Chiffres majeurs

- 7 millions de personnes sensibilisées à la prévention du COVID-19 par le biais des médias de masse/sociaux.
- 2,6 millions de personnes sensibilisées grâce à la mobilisation communautaire
- 3 573 stations de lavage des mains installées
- 40 équipes d'intervention rapide d'ONG activées et travaillant en appui aux Directions Sanitaires (MoH), DPC, autorités départementales.

Les flux de coopération internationale au développement sont plus importants depuis le début des années 2000 en Haïti. Pourtant, malgré les volumes

d'Aide Publique au Développement (APD) dont a bénéficié le Pays, les indicateurs de développement évoluent très lentement voire régressent, ce qui renvoie aux questions d'impact et d'efficacité du développement en Haïti. Sous le leadership du Coordonnateur résident en tant que Président de la Concertation des Cheffes de Mission (CDM), le groupe a souhaité donner de l'impact à ses actions de coopération. De ce fait, le groupe a décidé de travailler de façon plus coordonnée, en faisant évoluer ses objectifs : aller au-delà de la simple concertation et de l'échange d'information ou de la mise en œuvre d'actions concertées.

Pour cela, le groupe a décidé de repenser les actions communes de la communauté internationale et de recentrer ses actions sur trois causes structurelles et systémiques des déficits de développement. Il s'agit de la corruption et de l'impunité, du modèle économique et des élites extractives, et enfin de la planification stratégique. En parallèle de leur actions bilatérales menées avec le gouvernement, les PTF réfléchiront ensemble sur ces trois causes en fonction de leurs avantages comparatifs.

# Programmes Conjoints



## Consolidation de la Paix

En 2021, six projets programmatiques du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF), dont trois nouveaux, ont été actifs en Haïti pour un montant total de 13 270 000 USD. Ces six projets sont orientés vers les domaines d'interventions prioritaires suivants : l'accès à la justice, le Désarmement, le Démantèlement et la Réintégration (DDR), la réduction de la violence communautaire (RVC), l'appui électoral et la lutte contre les violences et le renforcement du dialogue binational. Trois nouveaux projets ont aussi été approuvés au cours du dernier trimestre 2021 pour un montant total de 6 000 000 USD, et leur mise en œuvre commencera en 2022.

En matière d'accès à la justice, le fonds a continué à soutenir la mise en place du Conseil National d'Assistance Légale (CNAL) en appuyant le développement d'outils essentiels à son bon fonctionnement, afin qu'il puisse jouer son rôle et améliorer l'accès des populations vulnérables aux services d'aide juridique et judiciaire à travers la mise en place du système national d'assistance et le déploiement de Bureaux d'Assistance Légale (BAL). Les capacités des acteurs de la chaîne pénale et des organisations de défense des droits humains ont aussi été renforcées en ce qui concerne notamment le traitement des plaintes de violences basées sur le genre ou encore la gestion des nouveaux détenus en facilitant le recours aux techniques de médiation.

Pour ce qui est de la réduction de la violence communautaire et de la cohésion sociale, les projets en démarrage dans un contexte sécuritaire complexe ont commencé à produire des résultats. Ainsi, les interventions en collaboration avec BINUH ont facilité l'insertion socio-économique des jeunes femmes et jeunes hommes dans le tissu économique local à travers la création d'emplois temporaires dans les quartiers de Martissant et de

la Saline. Différents groupes et plateformes communautaires, ainsi que des groupes de jeunes ont été identifiés ou créés et leurs besoins de renforcement ont été évalués dans les quartiers susmentionnés ainsi qu'à Cité Soleil, Bel Air et St Martin. Des analyses de conflit spécifiques et sensibles au genre sont en cours de réalisation et informeront les activités du fonds en 2022.

Le projet visant à réduire la violence électorale a commencé en 2021. Les investissements du fonds ont notamment permis des actions de sensibilisation contre les violences électorales ainsi que de créer une unité dédiée à la lutte contre la violence électorale au sein du Conseil Électoral Provisoire (CEP) et de commencer le développement d'une stratégie pour la prévention et la gestion de la violence liée aux élections futures.

## Initiative Spotlight

Démarré en 2020 en Haïti, l'Initiative Spotlight vise à contribuer à l'élimination des violences familiales à l'égard des femmes et des filles. Sa mise en œuvre est subdivisée en deux phases : une première phase qui va de 2020 à 2021 – mais qui a été étendue à juin 2022 – et une seconde phase qui couvre la période de juillet 2022 à décembre 2023. Le programme est financé par l'UE à hauteur de \$14,142,857, dont \$9,900,000 USD pour la phase 1 et 4,142,857 pour la phase 2. La proposition pour la phase II a été soumise au Secrétariat de Spotlight le 1<sup>er</sup> mai 2022, et sa mise en œuvre devrait commencer le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le programme vise à éradiquer la violence familiale faite aux femmes et aux filles en Haïti en agissant sur six principaux déterminants : (i) *des cadres législatifs et politiques sensibles aux VFFF* ; (ii) *un engagement renforcé des institutions dans la lutte contre les VFFF* ; (iii) *des normes, attitudes*

et comportements favorables à l'égalité de genre ; (iv) des services de qualité accessibles aux survivantes de violences ; (v) un système d'information adéquat pour orienter les lois, les politiques et les programmes ; et (vi) un leadership renforcé des organisations de la société civile engagées dans la défense des droits de la femme (OSC).

### **Couverture géographique et cibles du programme**

En dehors des activités stratégiques mises en œuvre au niveau central et qui ont un caractère national, les interventions du programme se concentrent dans quatre départements du Pays : le Sud, la Grand'Anse, l'Ouest et la Nord-Est.

Les principales cibles des interventions sont les femmes et les filles : vivant dans les zones rurales et les zones urbaines précaires, hors du système scolaire, travailleuses domestiques, victimes d'exploitation sexuelle, vivant avec un handicap, travailleuses sexuelles et celles dans la catégorie LGBTI.

Au cours des deux premières années, des résultats notables ont été obtenus sous quatre principaux piliers du programme :

- Meilleur accès des communautés aux messages de prévention des violences faites aux femmes et aux filles et de promotion des normes sensibles à l'égalité de genre
- Accès accru des survivantes de violence aux services essentiels de qualité
- Dynamique de réseautage et de coalition des mouvements de femmes davantage renforcée, permettant d'accroître leurs capacités à influencer les politiques publiques et le changement social en faveur de l'égalité de genre, de l'autonomisation des femmes et la de fin de la VFFF
- Les interventions visant à améliorer le cadre légal et institutionnel, ainsi que le système d'in-

formation en matière de la violence basée sur le genre sont en cours d'accélération.

## **CINF**

Le programme conjoint « Cadre Intégré National pour le financement du Développement Durable d'Haïti » (CINF) appuie le Pays à évaluer les options de financement pour la réalisation de la stratégie nationale ODD, ainsi qu'à formuler et mettre en œuvre des plans d'action globaux et des réformes de politiques pour mobiliser du financement de la manière la mieux alignée sur les objectifs nationaux de la stratégie ODD.

Lancé en mai 2021, le CINF, a entamé une phase de diagnostic avec le but d'établir un bilan des vingt ans des stratégies et du financement du développement : au total neuf études réalisées par les partenaires du programme conjoint en étroite liaison avec les ministères concernés ont été entamées durant le deuxième semestre de 2021.

Ces études analysent, entre autres la performance du Pays dans la réalisation des OMD et ODD sur les vingt dernières années, le potentiel de l'économie haïtienne pour engendrer de l'emploi décent et de la croissance, les priorités du secteur rural et marin qui représente une part importante du PIB haïtien et est appelé à contribuer à la lutte contre la faim et la pauvreté, les diverses sources de financement publiques ou privées, nationales ou internationales qui peuvent être mobilisées pour appuyer la stratégie de développement du Pays.

Un élément essentiel pour déterminer la stratégie de développement et de financement du Pays est le processus de consultation des parties prenantes. Pour ce faire le CINF a réalisé au mois d'août un premier sondage qui, en absence d'institutions démocratiques régulièrement élues, a permis de

dégager une série d'indications utiles sur les perceptions et priorités de la population haïtienne sur un certain nombre de sujets politiques, sociétaux et économiques. En parallèle, le Comité interministériel du CINF a approuvé en novembre dernier un plan de consultations nationales sur cinq thèmes principaux : la relance de l'économie rurale et marine (« blue economy ») pour lutter contre la faim et la malnutrition, la mobilisation des investissements privés pour favoriser la croissance, les réformes et priorités du financement public et de l'aide publique au développement, le renforcement des infrastructures essentielles, et la gouvernance, en particulier la justice, la sécurité, la transparence et le bon fonctionnement des institutions.

Avec l'approbation de la Feuille de Route des ODD au mois de Septembre 2021, le CINF devient partie intégrante et colonne fondamentale de la révision de la stratégie nationale de développement (PSDH), processus auquel les études et consulta-

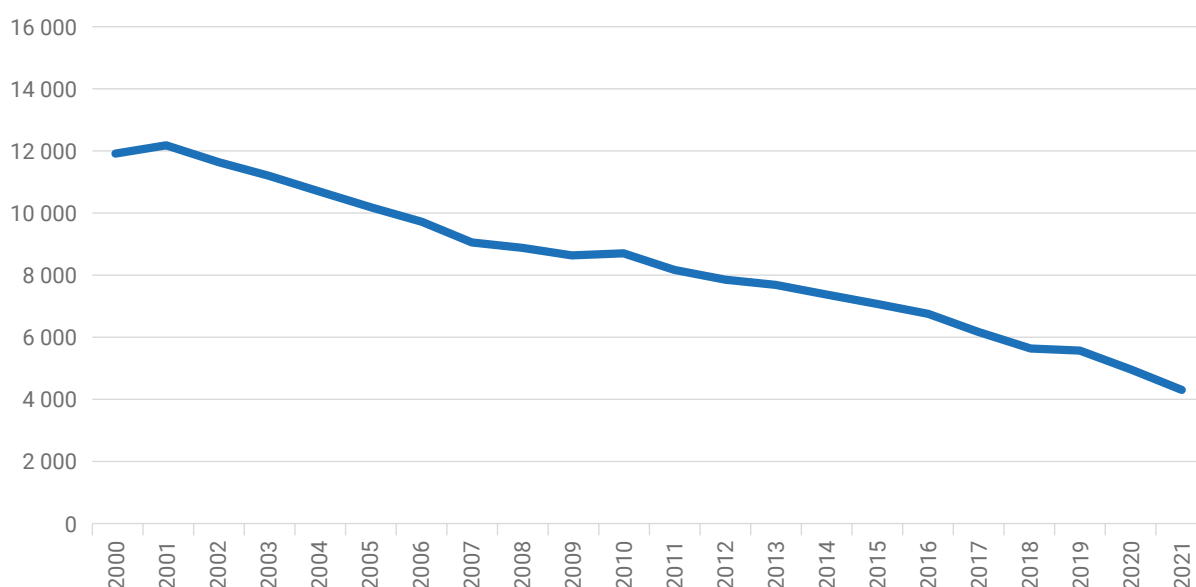
tions menées par le programme conjoint vont aussi contribuer.

## Programme commun des Nations unies pour le VIH/sida

L'Équipe Pays a soutenu le Ministère de la Santé et de la Population (MSPP) et les organisations de la société civile afin de combler les besoins dans la mise en œuvre du Plan Stratégique National Multi-sectoriel de Riposte au VIH/SIDA 2018-2023.

L'épidémie de VIH touche environ 150000 personnes. Il est noté que le taux de personnes contaminées est passé de 2,1% à 1,8% entre 2011 et 2021. Il est possible aussi de constater une féminisation de l'épidémie (2,2% chez les femmes contre 1,4% chez les hommes). L'effort conjoint de l'EPNU se traduit par une réduction des nouvelles infections de 50% entre 2011 et 2021.

**Figure : Evolution de la tendance des nouvelles infections VIH, Haiti 2000-2021**



**Source:** Estimates VIH 2021, MSPP/ONUSIDA

En termes de prévention de la transmission verticale du VIH, celle-ci se traduit par la création de réseau de cliniques maternelle, des formations sont données au sein des hôpitaux maternels, aux mères infectées et aux centres communautaires. Des services de dépistage sont également mis en place, notamment pour les personnes LGBTQ+, à travers la mise en place d'une ligne bleue et de distributions du traitement antirétroviral au sein des communautés. L'appui aux personnes positives se traduit par un appui nutritionnel et monétaire.

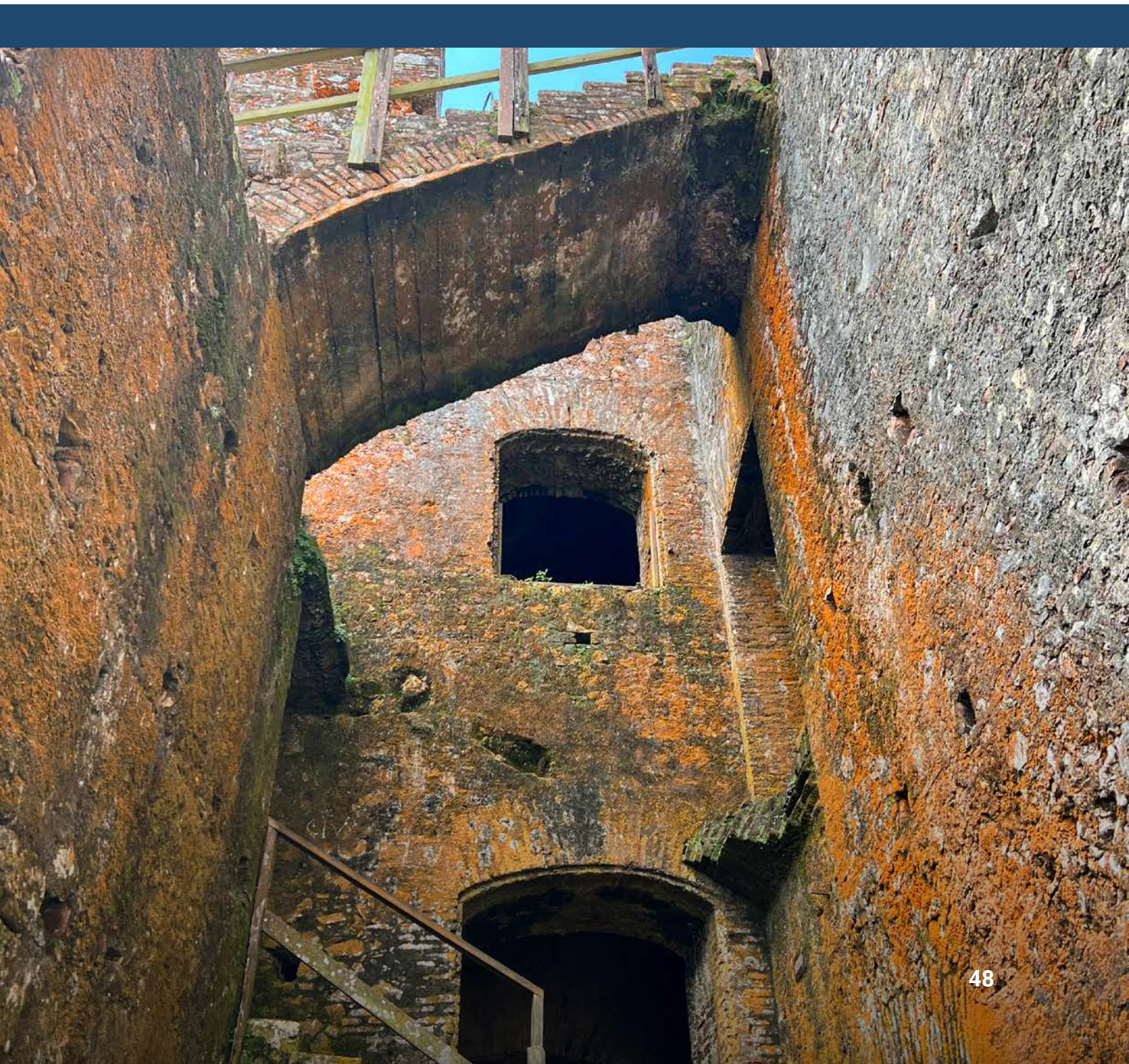
## Fonds Fiduciaire Multipartenaires pour la réponse au Choléra

Le système des Nations Unies s'efforce de fournir un soutien significatif aux populations les plus gravement touchées par l'épidémie de choléra qui a commencé en Haïti en 2010. Chacune des com-

munités ciblées, 30 à ce jour, a mis en place des plateformes gérées localement par les victimes et a mené des centaines de consultations locales. Ces consultations locales avec les victimes du choléra ont été réalisées à l'aide d'un processus d'évaluation communautaire participatif pour la sélection des projets communautaires.

En 2021, l'ONU a cherché à accroître les investissements dans des solutions à long terme qui facilitent un accès équitable et durable aux systèmes d'eau, d'assainissement et de santé, tout en développant un ensemble d'assistance matérielle et de soutien aux communautés les plus directement touchés par le choléra. Pour mettre fin avec succès à l'épidémie de choléra, il faudra des ressources adéquates et une concentration concertée sur la coordination et le partenariat avec toutes les parties prenantes, y compris le gouvernement et le peuple d'Haïti, l'ONU, la communauté internationale et la société civile.

# Aperçu Général de la Situation Financière en 2021

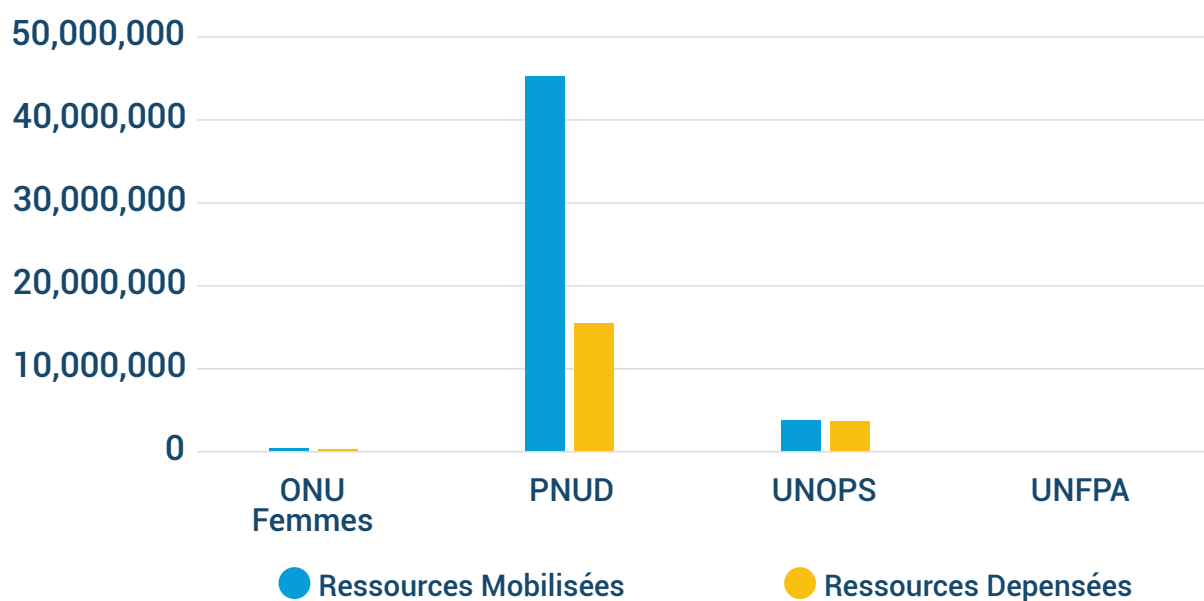




## Objectif Stratégique 1

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
ONU Femmes	315,000	217,946
PNUD	45,120,827	15,454,978
UNOPS	3,515,857	3,515,857
UNFPA	48,810	48,810

## Objectif Stratégique 1

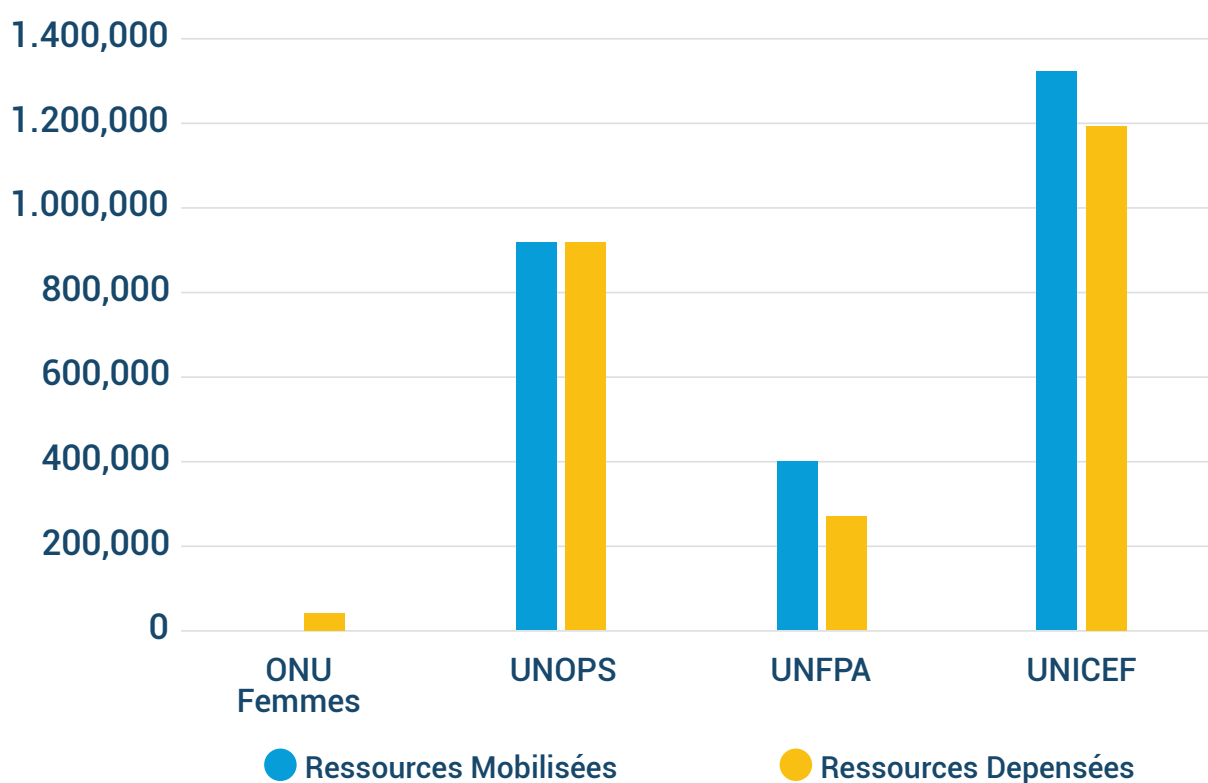


\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

## Objectif Stratégique 2

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
ONU Femmes		40,604
UNOPS	911,633	911,633
UNFPA	407,908	272,835
UNICEF	1,319,541	1,184,468

## Objectif Stratégique 2

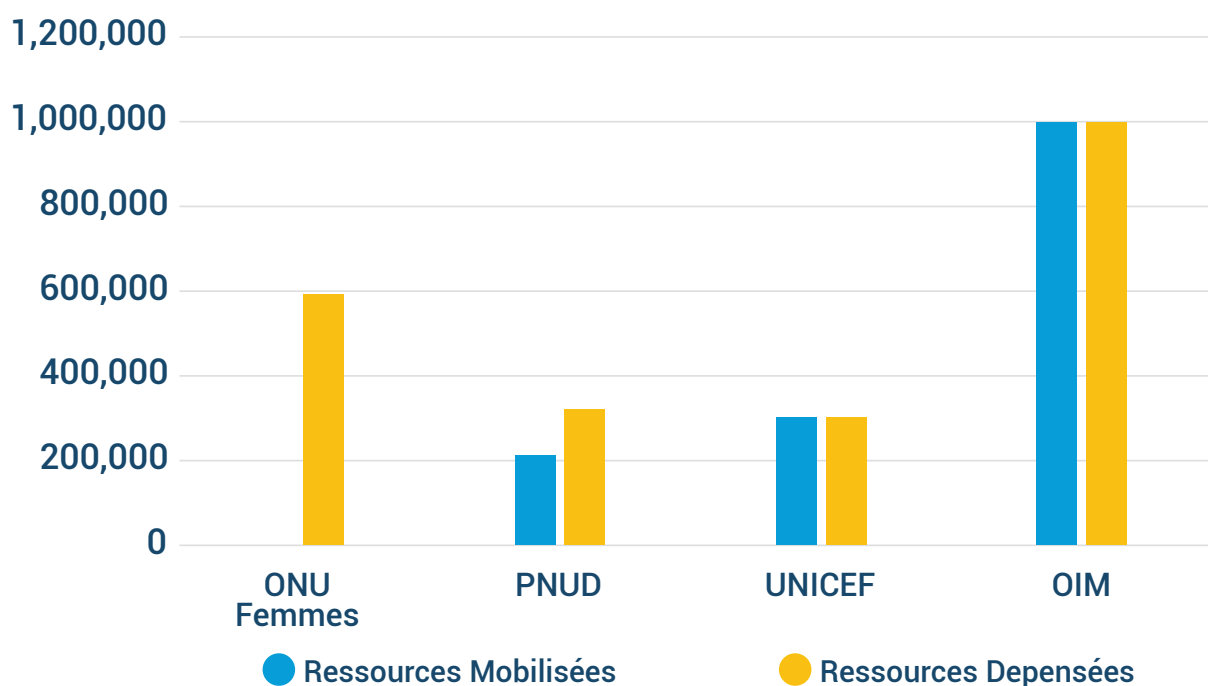


\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

## Objectif Stratégique 3

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
ONU Femmes		589,662
PNUD	209,256	316,547
UNICEF	296,503	272,835
OIM	1,000,000	1,000,000

## Objectif Stratégique 3

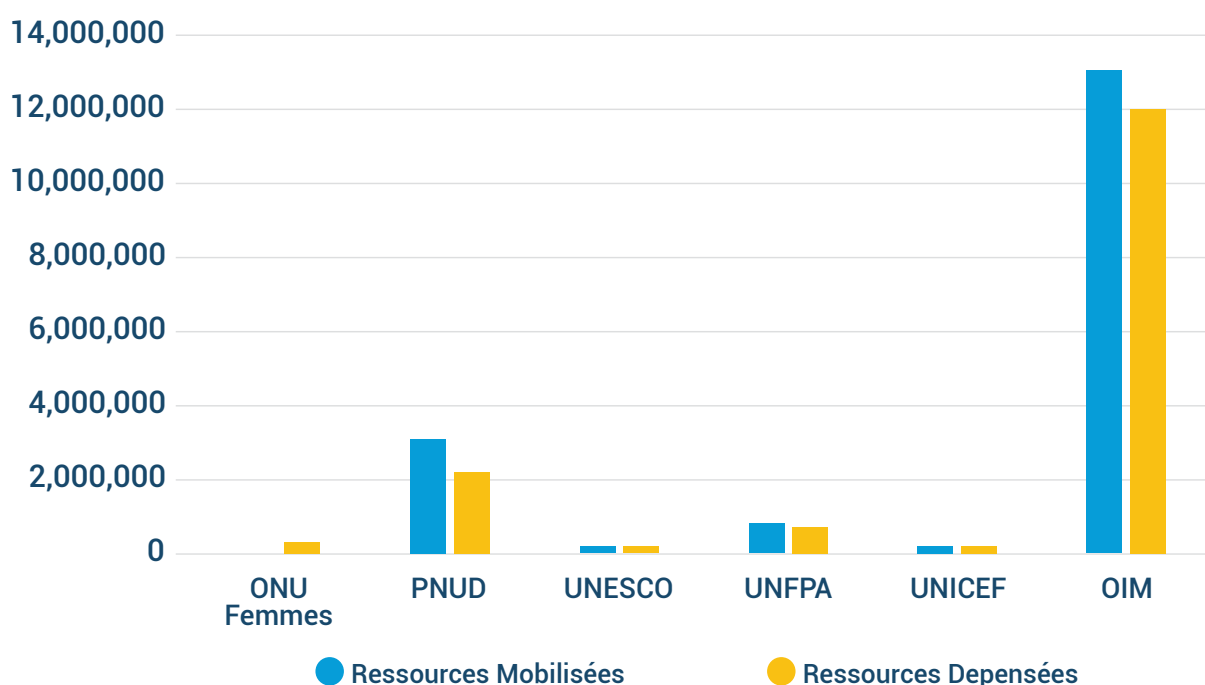


\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

## Objectif Stratégique 4

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
ONU Femmes		318,182
PNUD	3,110,106	2,206,766
UNESCO	200,000	200,000
UNFPA	843,645	735,657
UNICEF	229,251	229,251
OIM	13,100,000	12,000,000

## Objectif Stratégique 4

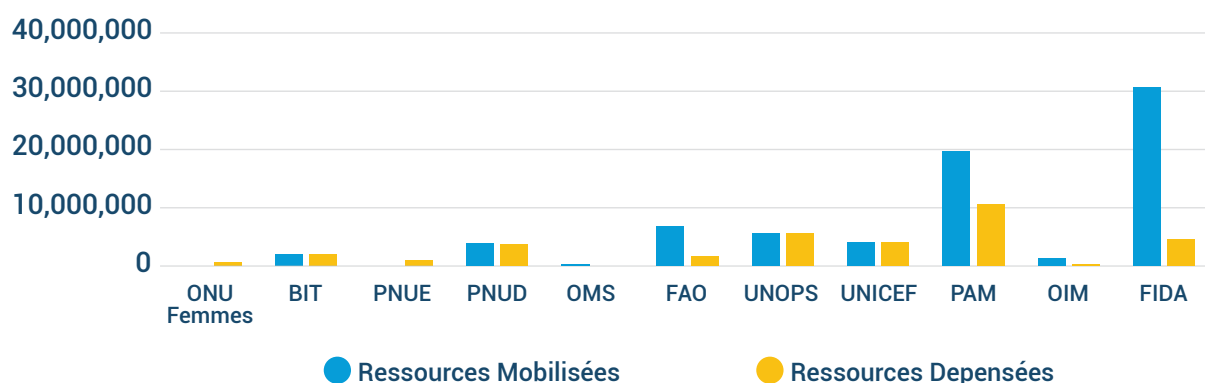


\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

## Objectif Stratégique 5

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
ONU Femmes		474,000
BIT	2,000,000	2,000,000
PNUE		910,000
PNUD	3,957,223	3,676,823
OMS	31,000	
FAO	6,803,972	1,583,173
UNOPS	5,478,843	5,478,843
UNICEF	4,043,056	4,043,056
PAM	19,665,225	10,525,162
OIM	1,300,000	50,000
FIDA	30,536,305	4,530,734

## Objectif Stratégique 5

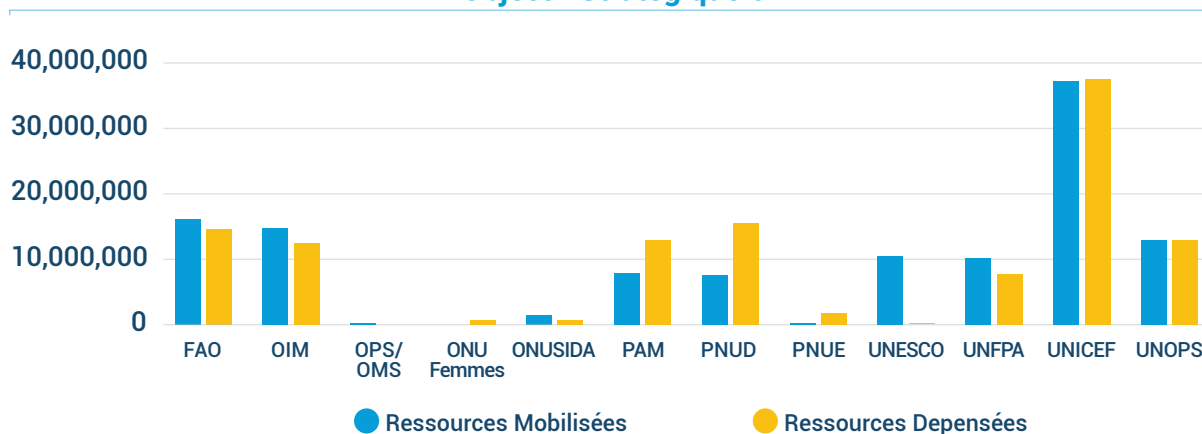


\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

## Objectif Stratégique 6

Agences	Ressources Mobilisées	Ressources Dépensées
FAO	14,698,146	13,598,844
OIM	13,700,000	11,500,000
OPS/OMS	201,000	
ONU Femmes		800,000
ONUSIDA	1,197,021	881,599
PAM	7,432,581	11,904,821
PNUD	7,274,850	14,171,271
PNUE	350,000	1,850,000
UNESCO	9,859,228	57,116
UNFPA	9,531,142	7,386,983
UNICEF	37,151,415	37,184,333
UNOPS	12,873,470	12,873,470

### Objectif Stratégique 6



\* Ces montants, en USD, ont été arrondis pour le rapport.

# Priorités de l'Équipe Pays pour 2022



## Objectif Stratégique 1

Pour donner suite à ces actions, l'EPNU en 2022 renforcera les capacités des acteurs de la chaîne pénale et des médias sur les actions concrètes à mettre en œuvre pour lutter contre les violences politiques et électorales envers les femmes. Elle appuiera aussi la réalisation d'une campagne nationale de sensibilisation liées à la violence sexuelle et sexiste et pendant les cycles électoraux et participera au renforcement des organisations de la société civile impliquées dans l'observation électorale pour la prise en compte de la dimension genre et appuiera la « taskforce » élaborer une stratégie de sensibilisation des communautés sur la prévention de la violence électorale et politique contre les femmes. L'EPNU s'engage à continuer de renforcer la participation des jeunes et des femmes au processus politique à travers notamment le dialogue civique et l'appui au CEP pour une approche sensibilisée sur cette question.

## Objectif Stratégique 2

L'EPNU aura pour objectif de soutenir la stratégie de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR), en plus de renforcer les programmes de Consolidation de la Paix (PBF) en la matière.

## Objectif Stratégique 3

L'EPNU va maintenir, pour 2022, son engagement pour la consolidation de l'État de droit notamment en accompagnant la mise en application du Code Pénal et du Code de Procédure Pénale, notamment en misant sur la formation des acteurs de la chaîne pénale et des professionnels du droit ainsi qu'en accompagnant de vastes campagnes d'éducation

civique au bénéfice de la jeune génération d'haïtiennes et d'haïtiens. Par extension, l'effort pour assurer l'accès à la justice pour les populations les plus vulnérables (y compris les femmes et les mineurs) sera poursuivi. Par ailleurs, un appui à la PNH sera priorisé notamment sur des aspects stratégiques et opérationnels afin d'adresser les nombreux défis sécuritaires. La lutte contre la corruption et l'impunité constitueront, également, une des priorités de l'équipe Pays afin de renforcer les fondamentaux de la bonne gouvernance et de la promotion des droits humains.

## Objectif Stratégique 4

En 2022, l'une des priorités sera d'assurer l'accès équitable, inclusif et de qualité aux services sociaux de base avec une emphase sur le respect des droits humains, l'égalité de genre et l'inclusion du handicap, en vue du renforcement du contrat social et dans l'objectif de ne laisser personne pour de côté. Cette priorité inclut notamment l'accès à l'éducation, à la santé, au logement ainsi qu'à un système d'assurance sociale pour tous les travailleurs.

Une autre priorité sera le plaidoyer pour la mise en œuvre de politiques ciblant les groupes vulnérables et marginalisés (y compris les femmes, les filles et les enfants, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH, les personnes migrantes et déplacées, et les populations des zones vulnérables).

Au regard de la dégradation du contexte sécuritaire et l'augmentation des abus des droits de l'homme, notre priorité sera de développer un dialogue constructif et un engagement significatif avec les institutions étatiques et d'autres acteurs clés pour générer une volonté politique, de lutter contre l'impunité, et promouvoir le respect des droits de l'homme.



## Objectif Stratégique 5

En 2022, l'EPNU aura pour but de renforcer et accentuer son soutien à la PNPPS et à la PNSSAN. Son soutien devra se faire de façon organisée et pourra déboucher sur l'élaboration de programmes conjoints permettant cet appui.

## Objectif Stratégique 6

Les priorités clés comprennent le renforcement de la gouvernance des risques de catastrophe et

la compréhension des risques afin d'améliorer la gestion des risques de catastrophe. Pour faire progresser le renforcement de la résilience, l'ONU plaidera en faveur d'investissements plus importants dans la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux catastrophes afin d'améliorer la réponse, la réhabilitation et la reconstruction. Nous mettrons l'accent sur le renforcement du système national de surveillance sismique tenant compte des multiples facettes de complexité en lien avec la sécurité et l'application des lois et normes nationales tout en favorisant le maintien des activités économiques dans les localités.



NATIONS UNIES  
HAÏTI

